

Le Principe de la Population et les Doctrines démographiques contemporaines

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 Mars 1932, à 14 heures

PAR

PIERRE JOUMIER

Président : M. W. OUALID.

Suffragants : M. PIROU.

M. JOSEPH BARTHÉLÉMY.

Imprimerie

LES PRESSES MODERNES

45, rue de Maubeuge — PARIS

1932

Le Principe de la Population
et les
Doctrines démographiques
contemporaines

Le Principe de la Population et les Doctrines démographiques contemporaines

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 Mars 1932, à 14 heures

PAR

PIERRE JOUMIER

Président : M. W. OUALID.

Suffragants : M. PIROU.

M. JOSEPH BARTHÉLÉMY.

Imprimerie

LES PRESSES MODERNES

45, rue de Maubeuge — PARIS

1932

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



PREMIERE PARTIE

Le principe de la population et le Malthusianisme

CHAPITRE I

LA LOI D'ACCROISSEMENT NATUREL

L'homme partage son activité vitale entre la recherche de sa subsistance et la reproduction. Par ces deux fonctions, il conforme sa conduite à celle de toute créature. De plus, une expérience constante nous montre qu'il est apte à se reproduire plusieurs fois avant d'atteindre l'âge de la décrépitude, de telle sorte que dans un groupement donné les naissances aient une tendance naturelle à dépasser le nombre des décès. En faisant donc abstraction des obstacles extérieurs, nous dirons que l'homme est construit en vue de l'accroissement indéfini de l'espèce.

D'autre part, si nous remarquons que, toujours d'un point de vue absolu, il transmet à sa descendance des qualités semblables aux siennes, qu'il ne dégénère pas, nous devons conclure que cet accroissement indéfini se

réalise en progression géométrique, et nous rallier par conséquent à la première proposition de Malthus. Pour reprendre l'expression de Rossi :

« Si un produit deux, et que les nouveaux produits aient chacun la même force productive qu'avait la première unité, deux produiront quatre, quatre produiront huit, et ainsi de suite. Abstractivement parlant, Malthus posait donc un principe incontestable ».

Cette fonction reproductrice s'accomplit donc naturellement d'une manière identique chez l'homme et chez l'animal. Seule la durée de la période de doublement varie, conditionnée par les lois physiologiques propres à chaque espèce.

Il en est autrement de la recherche des subsistances : sans doute, cette fonction est commune à toutes les créatures, mais, statique chez l'animal, elle est susceptible de progrès chez l'homme et n'est pas, pour ce dernier, régie exclusivement par des lois naturelles permanentes. Une première observation nous permet de constater que dans le groupe animal la quantité de nourriture nécessaire croîtra toujours dans la même proportion que le nombre des individus. L'homme au contraire verra augmenter ses désirs et ses besoins. Par contre-partie, l'animal recherchera toujours la même nourriture et ne développera pas le rendement de son activité. L'homme est capable d'améliorer son travail et d'accroître la quantité de subsistances mise à sa disposition par la nature.

Ce n'est d'ailleurs qu'une possibilité, subordonnée à son génie, et comme telle susceptible de variations. Dans l'état le plus sauvage, l'homme recherche sa subsistance à la manière des animaux, à ce moment il su-

bit les mêmes lois qu'eux. Le premier progrès sera d'améliorer par l'usage des armes, par les opérations faites en commun, par l'apprêt des aliments, le rendement de son travail. Par là il se distinguera à peine des bêtes car il augmentera artificiellement sa part de subsistance, non la production absolue des choses dont il a besoin. Toutefois cette forme d'activité est destinée à persister dans les sociétés les plus avancées, par la chasse, la pêche et les industries extractives.

Puis, dans cette exploitation, il écartera les concurrents, il se constituera des réserves contre ses semblables, il exterminera les animaux qui se nourrissent comme lui, enfin il favorisera la multiplication des êtres dont il se nourrit et pratiquera l'élevage et la culture.

A ce moment, pour l'espèce humaine, le rapport vital est modifié; la production des subsistances est désormais conditionnée par le nombre et l'activité des consommateurs, les deux termes sont liés l'un à l'autre : procréation et production, population et produits. Reste à savoir si cet attelage marche de concert.

Les mots nous indiquent immédiatement qu'il n'en est rien : procréer c'est presque créer, faire quelque chose de rien ; produire au contraire c'est pour l'homme transformer des matières premières et tirer le meilleur parti des lois naturelles.

Si donc on peut encore ici parler de progression, celle-ci ne semble ni infinie ni constante. De plus, s'appliquant à un monde aux limites immuables, elle doit être bientôt entravée par des circonstances que l'autre ne rencontrera pas. Sans doute l'homme arrivera par son travail et sa science à accroître la fertilité de la

terre, mais son action sera de moins en moins féconde. C'est la loi du rendement décroissant. On peut l'exprimer par une progression telle qu'à intervalles réguliers la valeur produite devienne un, puis deux, puis trois, puis quatre, cinq, six, sept et ainsi de suite, de sorte qu'à chaque nouvelle période le gain soit un peu moindre par rapport au chiffre précédent. Après la première en effet la production aura pu augmenter de cent pour cent, comme deux est à un, à la deuxième comme trois est à deux soit cinquante pour cent, puis quatre à trois, cinq à quatre ou vingt-cinq pour cent, etc...

Mais dans le même temps, qui sera par exemple celui d'une génération, soit vingt-cinq ans, l'homme, s'il a suivi la pente naturelle de la procréation, aura pu doubler de nombre et ici, ne rencontrant aucune cause de décroissance comme pour la production, le mouvement se maintiendra avec une puissance constante.

En considérant un groupe humain à qui nous assignons une valeur de 1, capable de se procurer une quantité de subsistance que nous chiffrerons également à 1, ces hommes deviendront au cours des générations successives comme 2, 4, 8, 16, 32, 64 et par leur travail produiront comme 2, 3, 4, 5, 6, 7. Or un écart comparable à celui que font ressortir ces chiffres n'a jamais été atteint. La première raison est que la Société aurait péri bien avant qu'on puisse constater un pareil déficit, évènement inévitable sans tous les obstacles qui ont entravé le développement de la population. Guerres, épidémies, famines, si odieuses qu'elles aient pu paraître, nous ont évité la douleur continue d'une misère croissante en nous infligeant des souffrances vives et passagères.

Mais comme celles-ci nous sont devenues intolérables et que nous avons décidé de les supprimer, il faudra nous prémunir contre la loi universelle dont aucun palliatif n'arrêtera le développement et, prenant conscience de vivre dans un monde limité, modeler notre propre croissance sur ces limites, de même que pour toutes nos autres fonctions nous sommes bien obligés de nous adapter aux contingences.

L'excédent des hommes par rapport aux ressources provoque la misère aussi bien que celui des aliments par rapport à l'estomac provoque la maladie ou l'excès de travail par rapport aux forces l'usure.

Cette fonction n'a pas le privilège d'être indéfinie dans son objet; si les apparences sont contraires cela tient à la nécessité qu'il y eut au début de peupler rapidement la terre. L'homme aurait pu prendre possession de l'Univers par son activité plutôt que par sa multitude; ce résultat eût pu être obtenu dans l'accroissement de nos facultés de travail, en nous donnant le pouvoir d'accomplir de grandes choses avec moins de peine; mais le Créateur a préféré faire ce don à notre fonction reproductrice et multiplier notre nombre plutôt que la force de nos bras. Or, de même que, s'il nous avait été donné de remplir facilement la terre de nos œuvres, nous aurions dû tenir compte de certaines limites, de même en est-il de la génération, quand les difficultés de la vie nous avertissent que la misère est proche et qu'à ne pas ralentir nous risquons de nous y enfoncer.

La misère est donc un mal ni moins naturel ni moins juste que les autres. Elle est le résultat d'un abus; et l'expérience montre qu'elle frappe plus durement ceux qui ont le plus abusé.

Cette explication des destinées de l'humanité est apparue à une époque où précisément celle-ci poursuivait le bonheur sur terre par le moyen d'une organisation sociale aussi parfaite que possible. Dans cette fièvre de progrès et d'idéal où l'on entrevoyait la possibilité de supprimer les maux de toutes sortes, Malthus est venu comme un mauvais génie annoncer que dans le monde nouveau, si tant est qu'il pût se dégager des chaînes du passé, la misère serait d'autant plus à craindre que les obstacles repressifs disparaîtraient et que la communauté s'étendant à l'Univers tendrait à imposer à tous une conduite uniforme dans la libre expansion des facultés naturelles.

Faut-il donc renoncer à cette liberté objet de tant d'efforts héroïques ? L'amour de l'humanité, le souci d'améliorer son sort aboutiront, à moins de retomber dans la pire des contraintes, à une ruine irrémédiable. Cependant les partisans de l'ordre établi, les privilégiés se réjouissent de pouvoir montrer au peuple l'inaltérabilité de l'œuvre des réformateurs. L'angoisse de ceux-ci est longuement développée par Proudhon dans les « Contradictions Economiques » :

« Accroissement de la population selon une progression géométrique ; augmentation des subsistances selon une progression arithmétique ; ce théorème est aussi bien démontré que tous ceux de l'Algèbre. D'un mot, l'économie politique a prononcé l'arrêt de mort de l'humanité, condamné la Providence, démontré l'erreur de la nécessité, flétri la nature. Voilà ce que ma raison me force d'avouer, ce que mes sens me font voir, toucher, sentir. Tout ce qu'on essaie de me dire pour adoucir ma peine ne sert qu'à la rendre plus poignante ;

et ma désolation renaît plus profonde de toutes les raisons imaginées pour la vaincre. Ou bien l'économie politique a calomnié; et comment l'établir ? où trouver des arguments qui la réfutent, quand la loi des nombres la justifie ? des témoignages qui la démentent quand les faits sont pour elle ?... Ou bien la nature, la nécessité, Dieu et l'homme ne sont que les rêves du néant ; l'univers est un cauchemar. Quelle inconcevable logique dans cette nuit ! Quelle philosophie dans cette mort !... ».

Se résoudre suivant son tempérament au suicide ou à l'esclavage, ou prendre en défaut ce prophète de malheur, telle est l'alternative.

Or cet enthousiasme dans la recherche du paradis terrestre, s'il n'aboutit pas à la réalisation de tous les projets ébauchés, se transforma en poursuite des biens de la terre et donna à la production un essor imprévu. Et comme ce fut aussi le début de l'ère des statistiques, les premières qu'on fit établirent que les subsistances se multipliaient bien plus rapidement que le nombre des hommes ; les observations postérieures confirmèrent ce résultat.

La démonstration de Malthus était donc erronée : non seulement la population ne doublait pas tous les vingt-cinq ans, mais la production augmentait beaucoup plus vite que le nombre des travailleurs. Les économistes libéraux s'empressèrent de répandre cette bonne nouvelle :

« Disciples de Malthus, dit Bastiat dans la préface des « Harmonies économiques », philanthropes sincères et calomniés, dont le seul tort est de prémunir l'humanité contre une loi fatale, la croyant fatale, j'aurai à

vous soumettre une autre loi plus consolante : « Toutes choses égales d'ailleurs, la densité croissante de population équivaut à une facilité croissante de production ». Et s'il en est ainsi, certes ce n'est pas vous qui vous affligerez de voir tomber du front de notre science chérie sa couronne d'épines ».

A ce chant de victoire en répondait un autre du côté des réformateurs : la société progressiste était délivrée de la menace d'hyperdémie ; l'homme avait manqué de foi en la Providence, il découvrait enfin le don merveilleux qu'elle lui avait fait en le rendant plus productif que prolifique.

Mais, si la loi d'accroissement était fausse, l'explication de la misère l'était aussi. La ruse des profiteurs de l'état actuel était découverte : pour dégager leur responsabilité ils avaient calomnié Dieu, arrachant l'espérance au peuple pour le mieux asservir. Leur turpitude était maintenant étalée avec leur sottise. Dans tous les pays civilisés le pauperisme se développait et les nations les plus riches, comme l'Angleterre, étaient les plus atteintes. La misère persistait en dépit de l'excédent des produits et, suprême contradiction de l'économie politique, en raison même de cet excédent.

Elle n'était donc point un mal aussi naturel qu'on voulait le faire croire, en tout cas son origine était bien différente de celle indiquée.

« Il est prouvé désormais, écrit Proudhon, que cette nécessité de la misère, qui tout à l'heure nous a plongés dans la consternation, n'est point absolue ; c'est, comme dit l'école, une nécessité de contingence. Contre toute probabilité la société souffre de cela même qui devait faire son salut. Toujours la misère est préma-

turée, toujours le paupérisme anticipe; à l'encontre du sauvagement, à qui la disette vient par l'inertie, elle nous vient à nous par l'action, et notre travail ajoute sans cesse à notre indigence. Que les économistes, avant d'accuser la nécessité commencent par réformer leurs routines: *Medice cura teipsum* ».

Libéraux et socialistes de toutes nuances, heureux pour des raisons diverses de voir contredite par l'observation universelle une logique aussi gênante, ont donc proclamé l'inexactitude du principe de population. Pendant ce temps le monde n'a cessé de produire des richesses en quantité toujours croissante, tandis que la natalité, dans tous les pays civilisés, subissait un recul très net, représenté comme un fait naturel, inhérent à leur degré de culture.

Pourtant il fallut bientôt se rendre à l'évidence du péril national d'un peuplement insuffisant. On pensa donner confiance à ceux qui pratiquaient une funeste contrainte en opposant aux propositions Malthusiennes abrogées le nouveau dogme optimiste. C'est alors que celui-ci fut à son tour pris en défaut. Il apparut que les individus ou les groupes qui se conduisaient comme si Malthus avait toujours raison jouissaient de toutes les récompenses promises à leur sagesse et que tous les réfractaires subissaient les peines dues à leur témérité. Le principe reconnu faux à l'examen se justifiait à l'expérience.

Nous abordons ici la contradiction fondamentale qui a suscité la plupart des études consacrées au problème de la population. Pour essayer d'en rendre compte à

notre tour, nous nous demanderons si l'on a toujours donné un sens exact aux faits dont on a pris prétexte pour démolir théoriquement une doctrine restée si vigoureuse dans la pratique.

Malthus est un des derniers économistes qui aient pu envisager la misère sous le signe de la disette, et non plus, comme aujourd'hui, sous celui de la surproduction. Dans une économie primitive, où la division du travail et la libre concurrence ne conditionnent pas l'activité humaine de la manière que nous connaissons, la loi de la population se manifeste avec une telle évidence que les plus ignorants en ont souvent conscience : les barbares chasseurs, pasteurs ou cultivateurs connaissent le déséquilibre entre les hommes et le gibier, les paturages, les récoltes.

Dans un régime de division du travail l'homme ne produit pas directement les vivres et les vêtements dont il a besoin ; il ne pourra même pas les trouver à l'intérieur de son village ou de son pays. Par son travail spécialisé dans une production dont lui-même n'usera souvent pas il acquiert le droit d'intervenir dans l'économie mondiale et de se procurer, par le déclanchement d'un mouvement universel de trafic, la satisfaction de ses désirs.

Toutefois il n'aura obtenu ce pouvoir d'achat que de son industrie propre et des conditions dans lesquelles elle s'exerce à l'intérieur d'un certain groupement humain.

Plus précisément, c'est du bénéfice que lui laissera son industrie dans le jeu de l'offre et de la demande qu'il attendra le droit d'acquérir toutes les ressources dont il vit. Par là nous voyons qu'une production ac-

crue plus que proportionnellement au nombre des hommes n'est pas pour tous ceux-ci, voire pour aucun de ceux-ci, un signe d'amélioration.

L'homme primitif tire sa nourriture directement de l'exploitation d'une certaine surface de terre, et quand la tribu croît en nombre, le domaine n'est plus suffisant pour la nourrir, c'est l'expression de la loi de Malthus. Dans notre civilisation l'homme tire sa nourriture indirectement du prix de vente de son travail, lequel est soumis à toutes sortes de contingences; le rapport production-population ne donne donc plus comme autrefois la mesure de l'aisance générale, ou plutôt, il est juste de ne plus donner au principe de population l'expression qui convenait à un état que nous avons dépassé.

Autrement dit, nos ancêtres gagnant leur pain, et nous notre gagne pain, l'excès de population provoquait pour les premiers un déséquilibre exprimé par l'accroissement plus que proportionnel de l'humanité par rapport aux produits. Dans notre société au contraire nous constatons le déséquilibre entre les hommes et les subsistances représentées par leurs moyens d'acquisition, c'est-à-dire toujours les subsistances. Et c'est de cette manière qu'il convient de modifier ou de renouveler la loi de Malthus et non pas lui conserver son expression périmée, alors qu'elle devait suivre normalement l'évolution économique du monde moderne.

Cet aspect nouveau sous lequel doit être présenté désormais le principe de population comporte une conséquence qu'il faut dès maintenant signaler.

Malthus pensait avoir défini une loi naturelle c'est-à-dire divine, sur laquelle il établissait un système mo-

ral sanctionné non par nos institutions mais par Dieu lui-même.

Accroissement géométrique de la population, progrès arithmétique de la production réagissent l'un sur l'autre, et l'homme ne peut que trouver normales les conséquences qui en résultent. La terre ne grandit pas avec les peuples qu'elle porte, le blé ne donne pas plus de grains quand plus de paysans vivent sur le champ. La misère par suite de disette est donc un fait absolument conforme à toutes les lois physiques contre lequel nous ne pouvons nous insurger. Nous ne devons nous en prendre qu'à notre imprévoyance.

Au contraire dans la nouvelle expression du principe de population il y a un élément artificiel tout au moins paraissant tel, et dû à notre état social. L'homme manque de gagne-pain, mais c'est de pain qu'il se nourrit, et celui-ci est surabondant. S'il pouvait paraître contre nature que la population s'accrût sur un sol toujours égal, il semble maintenant absurde que les produits se perdent plutôt que ceux qui en manquent puissent se les procurer. La morale ne s'impose donc plus avec la même évidence, et, si elle continue d'être appliquée, les motifs ne sont plus du même ordre. La religion, séparée de la divinité, retombe sur le plan humain.

CHAPITRE II

LE MALTHUSIANISME

Parallèlement au principe de population, nous étudierons le Malthusianisme, n'entendant sous ce terme que le programme social qu'on peut attribuer à l'auteur de l'Essai et l'application pratique de la loi d'accroissement naturel, exposée au chapitre précédent, avec ses conséquences, déséquilibre et misère. Cette définition nous permettra de distinguer nettement dans la religion Malthusienne la révélation et la morale, en recherchant pourquoi celle-ci n'a subi aucun des échecs de celle-là et s'est répandue sur le monde d'un progrès continu en dépit de toutes les atteintes portées au principe de population.

Les vérités premières sur lesquelles Malthus a établi sa doctrine ont pu être mises en contradiction avec les faits depuis cent ans, la loi qu'il avait exprimée a pu être abrogée par tous les théoriciens et l'explication de la misère qualifiée de mensonge impudent sans qu'aucune de ces notions ait cessé de satisfaire chacun de nous dans toutes les circonstances de la vie. Le dieu sévère abandonné par la société demeurait dans chaque foyer tandis que la religion d'espérance embrassée par tous avec enthousiasme restait méconnue de chacun.

Toute la doctrine reposait sur un syllogisme dont les prémisses, savoir l'accroissement plus que proportionnel de la population par rapport aux subsistances, ont été exactement retournés et tandis que la révélation recevait de si rudes coups, les explications inexactes demeuraient satis-

faisantes et la morale ne cessait de progresser au point de devenir la règle de vie la plus généralement acceptée dans le monde.

« Quiconque fera son devoir en recevra la récompense, quel que soit le nombre de ceux qui s'y dérobent. Ce devoir est exprès, à la portée de la plus faible intelligence, il se réduit à ne pas mettre au monde des enfants qu'on n'est pas en état de nourrir ».

Ce devoir de prévoyance n'est-il pas actuellement dans le cœur de tout homme sage avec la réprobation pour celui qui ne s'y conforme pas ?

Tout le Malthusianisme n'est pourtant que le développement de cette prescription qui paraît si simple, naturelle et inoffensive qu'elle est négligée par beaucoup de contradicteurs.

C'est par elle qu'on peut considérer l'Essai comme un des piliers de notre ordre social et de ce que ses adversaires appellent la morale bourgeoise.

Malthus en effet sait parfaitement que les conseils qu'il donne à l'humanité sont déjà appliqués depuis longtemps par les dirigeants à qui ils procurent l'aisance qu'on leur envie.

« Les sentiments élevés que donnent le rang et l'éducation opposeront toujours dans ces classes-là de grands obstacles au mariage par les seuls motifs de prudence qu'ils suggèrent ».

L'inégalité des conditions n'est donc point responsable de la misère, et s'il y a des riches et des pauvres c'est qu'il y a des sages et des imprévoyants. Pour triompher des malheurs qui déciment la société il n'est donc que d'indiquer aux indigents le secret de la fortune, et le devoir de l'élite, après avoir acquis la claire notion de la vertu qu'elle pra-

tique plus ou moins consciemment, est de l'enseigner aux masses par la parole et l'exemple.

Le seul reproche qu'on puisse élever contre les classes dirigeantes est d'avoir en quelque sorte conservé pour elles-mêmes ces pratiques salutaires et plutôt encouragé le peuple à la procréation. Mais la mesure est maintenant dépassée : la terre d'Europe trop peuplée ne peut plus nourrir ses habitants. Ceux-ci se révoltent et cherchent la cause de leur misère en Dieu pour sa création, chez les grands pour l'ordre social qu'ils conservent. Malthus veut montrer aux hommes qu'ils se trompent, que tout le mal résulte de la méconnaissance d'une loi naturelle, que d'eux-mêmes vient le châ-timent comme à eux-mêmes ira la récompense lorsqu'ils vivront sagement.

« La principale raison pour laquelle je viens de tracer le tableau d'une société où la vertu que je recommande serait universellement pratiquée était de mettre la bonté divine à l'abri de toute imputation à cet égard, en montrant que les maux qui naissent du principe de population ne sont pas d'une autre nature que tous les autres maux contre lesquels on n'élève pas les mêmes plaintes ».

Il n'y a pas lieu davantage d'imputer à notre état de société le malheur des imprévoyants. Aucune réforme humaine ne saurait modifier une loi naturelle.

« Si tous pouvaient être soulagés, si la pauvreté pouvait être bannie même au prix des trois quarts de la fortune des riches, je serais le dernier à dire un seul mot pour m'opposer à ce projet et je me garderais d'avancer qu'il faut user de mesure dans nos largesses ».

Mais puisque toute modification sociale est impuissante et que le remède réside en la sagesse de chacun, il n'est point nécessaire d'attenter à la liberté des citoyens et de leur imposer par la force une conduite à laquelle leur intérêt les portera naturellement. Il suffit de ne pas mettre à la charge de la société les fautes des individus, résultat facilement acquis par la suppression de l'Assistance Publique.

Le mieux est de ne point nous mêler de diriger les consciences, mais plutôt de laisser chaque homme suivre librement son choix en le rendant responsable devant Dieu du bien ou du mal qu'il aura fait, c'est là tout ce que je demande. Je serais fâché d'obtenir plus. Mais il s'en faut de beaucoup qu'on use de la sorte ».

Sur ce principe de liberté individuelle dont l'usage sera sanctionné par la misère ou l'aisance Malthus organise tout un système social dont on peut se demander s'il n'est pas exactement le notre. Comment expliquer cette persistance et ce progrès ? L'homme peuplant plus qu'il ne produit, l'excès d'habitants provoque la misère, donc procréons moins en travaillant plus, telle est la formule initiale. Mais puisqu'il est établi désormais que l'homme produit plus qu'il ne peuple et que la surproduction est la cause de la misère, un vrai disciple de Malthus devrait dire : « produisons moins pour que notre travail nous profite et soyons plus nombreux pour consommer davantage ». Cette nouvelle formule semble bien être l'adaptation moderne de l'Essai et justifie parfaitement son nom de Malthusianisme économique. Sans nous attarder à son étude qui dépasse le cadre de cette thèse nous préci-

serons cette question : comment la conclusion de Malthus n'a-t-elle pas suivi le sort de ses prémisses ?

Pour faire disparaître la famine et la misère il faut bien persuader chacun de sa propre responsabilité, et qu'il ne peut pas faire supporter à ses concitoyens les suites de son imprudence. A cet effet il convient de dénier tout droit pour qui que ce soit d'être entretenu aux frais de la Nation, et Malthus demande une loi aux termes de laquelle l'assistance des paroisses serait refusée à tous les enfants légitimes issus d'un mariage contracté plus d'un an après la promulgation de la dite loi.

Ainsi chacun sachant qu'il ne pourra compter que sur ses propres moyens pour élever ses enfants ne se mariera pas avant d'avoir une situation suffisante et travaillera pour l'acquérir, poussé par le désir légitime de fonder un foyer qui sera le couronnement de ses efforts et non le résultat déplorable de sa négligence et de sa paresse.

Telle est la loi sociale dont Malthus demande l'application, telle est la négation du droit des pauvres qui a suscité tant de polémiques et, jointe à la loi de l'accroissement naturel, nous a donné l'image de « l'homme qui a le plus fait douter de la Providence ».

« La nouvelle doctrine, dit M. Sonolet, tendait à détourner l'attaque dirigée contre le prétendu égoïsme des rassasiés pour en porter tout l'effort sur ce nouveau point faible désigné par elle : l'ignorance des affamés. Cela ne manqua pas de grouper autour d'elle tout ce qui, par intérêt ou conviction, tenait pour l'ordre établi. C'est ainsi que le Malthusianisme fut érigé en « étendard de la bourgeoisie » et comme tel

porté aux nues par les uns et voué à l'exécration par les autres ».

Quelque jugement qu'on porte, on ne peut qu'admirer la logique avec laquelle cette loi, respectueuse de la liberté individuelle, ne contient d'autres sanctions que celles que le contrevenant s'attire directement. La société s'abstient de punir comme elle s'abstient d'imposer. Elle se contente de ne pas protéger, abstention suffisante pour assurer sa défense. Si donc quelque homme désire se marier sans disposer des ressources nécessaires, nul ne l'empêchera de mettre son projet à exécution. Le libre choix lui sera laissé, mais rien ne sera fait pour atténuer la rigueur de la peine qu'il aura méritée. Ses concitoyens se désolidariseront d'avec lui afin de ne pas partager la misère qu'il aura attirée sur lui et les siens.

« Bien qu'à mon avis un tel mariage soit une action manifestement immorale, elle n'est pas du nombre de celles que la Société doit se charger de punir ou de prévenir d'une manière directe. La raison en est que la peine qui y est attachée par les lois de la Nature retombe immédiatement sur le coupable et que cette peine est d'elle-même sévère. Ce n'est qu'indirectement que la société souffre, elle n'en est même affectée que d'une manière légère et éloignée. Lorsque la Nature se charge de gouverner et de punir, ce serait une ambition bien folle et bien dépravée de prétendre nous mettre à sa place et prendre sur nous tout l'odieux de l'exécution. Livrons donc cet homme coupable à la peine prononcée par la Nature. Il a agi contre la voix de la raison, qui lui a été clairement manifestée; il ne peut accuser personne et doit s'en prendre à lui-même si l'action qu'il

a commise a pour lui de fâcheuses suites. L'accès à l'assistance de la paroisse doit lui être fermé et si la bienfaisance privée lui tend quelques secours, l'intérêt de l'humanité requiert impérieusement que ces secours ne soient point trop abondants. Il faut qu'il sache que les lois de la Nature, c'est-à-dire les lois de Dieu, l'ont condamné à vivre péniblement, pour le punir de les avoir violées ; qu'il ne peut exercer contre la société aucune espèce de droit pour obtenir d'elle le moindre portion de nourriture au delà de ce qu'en peut acheter son travail ; que si lui-même et sa famille sont mis à l'abri des tourments de la faim, ils en sont redevables à la pitié de quelques âmes bienfaisantes qui ont droit par là-même à toute leur reconnaissance ».

Cette page expose très clairement le programme : constituer un état social tel que chacun ne puisse compter que sur lui-même pour faire vivre sa famille. C'est tout une religion avec sa morale appliquée à la conquête des biens de ce monde par le labeur et l'économie dont les joies du foyer seront l'ultime récompense, tandis que la misère sera le juste châtimement de ceux qui auront voulu jouir contre les lois de la Nature de ce qu'ils n'avaient pas gagné.

Il était légitime de se montrer sévère dans la critique d'une doctrine aussi rigoureuse. Seule la certitude qu'avait Malthus de la volonté inflexible de Dieu pouvait l'autoriser à formuler pour certains de ses semblables une telle négation du droit de vivre. Il ne suffisait pas que les exemples de misère qu'il avait sous les yeux lui donnent, comme encore aujourd'hui, raison. Ces phénomènes pouvaient être dus à l'injustice

des hommes ou à l'imperfection de la société. Une loi de la création, indiscutable et constamment vérifiée, s'imposant avec la plus parfaite évidence, permettait seule une interprétation des vues de la Providence qu'on ne trouvait dans aucun livre sacré.

Mais puisque désormais l'inexactitude de cette loi est devenue pour nous aussi évidente qu'a pu l'être autrefois sa justesse, il serait logique de rejeter comme inhumaine cette morale tout comme nous taxons d'imposture cette religion. Et de fait, les œuvres sociales de toutes sortes qui se développent d'une manière si constante semblent nous éloigner chaque jour du Malthusianisme, en même temps que les phénomènes économiques s'écartent du principe de population.

Pourtant l'Assistance publique ou privée, sous quelque forme qu'elle se présente, ne cherche à protéger que ceux qu'un malheur imprévisible est venu frapper, malades, orphelins, sinistrés de toutes sortes; et à tous ceux-là Malthus n'a jamais dénié le droit aux secours de leurs semblables, il désire même ces secours d'autant plus abondants qu'on n'en portera pas à toute la masse des indignes. Dans un monde où la vertu de prévoyance serait pratiquée et recommandée il est bien évident que ceux que leur sagesse n'aurait pu préserver des coups du sort auraient droit à toute la sollicitude de leurs frères plus heureux.

A notre époque de charité bien ordonnée, où la prévoyance est imposée aux citoyens, bien au delà de ce qu'eût désiré Malthus, jusqu'à l'assurance obligatoire, qui soutiendra qu'on peut procréer sans se soucier de l'avenir de sa descendance, qu'une certaine situation n'est pas nécessaire pour contracter mariage et que

ceux qui ne s'assurent pas ce minimum ne se préparent pas les pires déchéances ? Quels jeunes gens inexpérimentés se marieraient dans de telles conditions, quels indigents déjà chargés de famille donneraient à la société de nouveaux enfants à nourrir qui n'encourraient le blâme même de leur curé ?

Et si nous aidons encore ces malheureux nous ne manquons point de leur faire remarquer combien leur conduite est répréhensible. Nous ne leur faisons la charité qu'à regret, poussés par notre cœur et retenus par notre raison.

Cette attitude ne saurait pourtant être mal jugée. Elle se conforme à l'état de société dans lequel nous vivons, où les mêmes charges pèsent sur l'individu quelle que soit sa situation de sa famille. Ainsi, la procréation y étant complètement séparée de la production, celui qui ne dispose que de deux bras pour nourrir plusieurs bouches est handicapé par celui qui peut reporter sur lui-même tout le produit de son activité. Si l'homme, pour reprendre l'expression de Malthus, ne doit exiger de la société rien de plus que ce qu'il a gagné par son travail, il est évident que les enfants sont un luxe permis seulement à ceux qui disposent d'un certain excédent, d'un superflu. Encore cette notion du superflu est-elle trop subjective pour que la restriction de notre progéniture ne s'impose à nous aussi constamment que le travail et l'épargne.

On ne doit donc pas mettre au monde des enfants qu'on n'est pas en état de nourrir. Et cette nourriture s'entend évidemment dans le sens le plus large, elle ne sera pas la même pour un bourgeois et pour un prolétaire. L'aisance qu'on doit donner à ses enfants est

celle qu'on a reçue ou dont on jouit soi-même. En poussant à fond, nous dirons qu'un homme ne peut avoir plus d'enfants qu'il n'aura multiplié sa fortune initiale. Les faits sociaux nous montrent bien que cette extrême prudence est encore dépassée.

Ainsi, en partant d'une loi universelle contestable, Malthus a contribué à nous donner un état de société tel qu'y ayant tort pour l'ensemble, il a raison pour l'individu. Dans l'économie libérale la misère ne peut plus être le fait de la disette, la population ne peut plus dépasser la production, mais les charges de chacun peuvent excéder ses ressources, et ceci se produit toutes les fois qu'on ne pratique pas les restrictions que la plus élémentaire prudence commande. Sans doute, on peut se demander ce qui résultera de cette contradiction entre le particulier et le général et jusqu'à quel point la prospérité sociale suivra celle des individus, et quelles seront dans l'avenir les réactions de l'une sur l'autre. Mais puisque chacun attend de sa conduite une récompense quasi-immédiate, il n'est pas douteux que dans un tel système l'intérêt individuel soit pleinement satisfait.

D'autant plus que l'ambition égoïste ne sera pas le seul mobile de cette attitude. C'est moins l'appât du gain que la peur de la misère, d'une misère déshonorante, qui poussera chacun à user de prudence. Il faut reconnaître qu'en l'état actuel cette crainte est justifiée. M. Ludovic Naudeau dans son « Enquête sur la population de la France » en vient à constater qu'au devoir patriotique prêché par toutes les autorités mo-

rales du pays s'oppose une dure nécessité économique. Les ilots de forte natalité qu'il a pu étudier dans le pays correspondent presque toujours à des régions arriérées, à des populations primitives et parfois misérables.

« En effet, dit-il, nul, s'il ne dispose d'une fortune, ne peut entreprendre de former une famille nombreuse sans être à cause de cela victime du plus accablant désavantage économique et sans s'infliger dans la lutte pour la vie le plus lourd des handicaps ».

Si bien que dans beaucoup de cas la famille nombreuse, pour quelques hommes de plus qu'elle donnera au pays, constituera pour tout l'entourage un exemple à rebours, les difficultés dont chacun des enfants aura souffert les encourageront à ne pas imiter leur père, et quand passera le propagandiste de la natalité, chaque auditeur pensera à son imprudent voisin.

« Au cours de mes pérégrinations, dit encore M. Nau-deau, n'ai-je point été conduit jusqu'à des foyers lamentables où précisément la misère avait été ancrée pour toujours par une fécondité trop exubérante. Ne les ai-je point vus plus d'une fois ces gens « à la côte », ces gens « coulés », perdus de dettes et qui ne pouvaient même pas bénéficier de la loi Loucheur classés qu'ils étaient parmi les insolvables de leur ville. Que voulez-vous, ces gens-là ont trop d'enfants, me disait le médecin qui m'accompagnait. Ils sont enfoncés ».

Cette misère dont Malthus a été aussi le spectateur persiste donc toutes les fois que ses conseils n'ont pas été suivis; et même quand toute la Nation, se comparant aux autres, s'aperçoit qu'indiscutablement elle a péché par excès de prudence, ni les lois, ni les mœurs

ne sont réformées en faveur du citoyen trop confiant. Comblé d'hommages officiels le père de famille le sera aussi de soucis matériels, et, qui plus est, il sentira les reproches et les moqueries de ses contemporains. Croyant mériter du pays en suivant les exhortations des professeurs de civisme, il passera auprès de la plupart pour un maladroit et un naïf.

« ... Le père prolifique est amené à cette cruelle constatation qu'en méritant ce beau titre il a été un bien mauvais homme d'affaires, oui, un imprévoyant, un étourdi, un téméraire ! Sa femme souffre de manquer de toilettes et le souci de donner une instruction et une éducation à ses rejetons multiples soulève pour lui des problèmes insupportables. Et puis, s'il perdait sa situation, que deviendrait sa nichée ? Le voilà donc contraint à se montrer craintif et obséquieux lui qui a le cœur fier !

Pendant ce temps, il le voit bien, son collègue célibataire ou Malthusien se goberge, se hausse à un plan de vie infiniment supérieur, jouit de toutes sortes de plaisirs coûteux, se débrouille, reçoit, intrigue, peut supporter plus aisément une crise, a le moyen de courir certains risques, et, en général est mieux situé pour parvenir ».

Avant que les gouvernants ne suppriment cette inégalité par des procédés qui ne manquent pas d'inquiéter beaucoup de gens, la place est laissée aux moralistes qui s'efforcent de donner aux hommes le courage d'envisager ces difficultés sans répugnance, en combattant les pratiques par lesquelles chacun résout à sa manière le problème. Mais comme il faut bien admettre que n'importe quel ménage ne peut nourrir tous

les enfants que la nature lui permet d'avoir, ils distinguent soigneusement des autres contraintes celle que Dieu ne paraît pas défendre, la contrainte morale, la recommandant lorsque la prudence s'impose, comptant d'ailleurs sur la violence des passions pour la limiter d'une manière raisonnable.

Ils interprètent ainsi très exactement la pensée de Malthus. C'est-à-dire que ces propagandistes de la natalité sont plus malthusiens que quiconque, puisque, loin de combattre la doctrine sur le terrain économique en cherchant à renverser ses propositions par des moyens sans doute artificiels, mais conformes à l'intérêt national, ils pensent surtout à ramener les tricheurs aux strictes règles du jeu.

Dès lors cette vérité reste intacte que procréer sans prévoyance est une faute, punie d'une manière rigoureuse et immédiate, que le père est responsable du dénuement de ceux qu'il a témérairement appelés à la vie. Vérité qu'il n'est peut-être pas opportun de proclamer dans la situation particulière de notre pays, mais nous la ressentons si profondément que notre conduite la réflète en toutes circonstances.

Quant à la contrainte sous quelque aspect qu'elle se présente, elle n'est jamais qu'un moyen, non une fin, qui nous paraît imposé par les circonstances. L'observation de nos contemporains nous montre que les pratiques condamnées sont certainement employées par beaucoup d'honnêtes gens parce que la faute, lorsqu'ils en ont conscience, leur semble infiniment moins grave que les maux qu'ils pourraient craindre de la procréation ou du refoulement, et il est difficile de leur prouver qu'ils ont tort.

D'autre part, pour les ménages dont on a tout lieu de supposer qu'ils ne connaissent que la contrainte morale, on peut constater, à quelques exceptions près, la même excessive prudence que chez les autres. Pur ou impur le Malthusien est toujours stérile et pour la Nation le résultat est le même. La passion cède rapidement à une volonté renforcée par l'intérêt et ne rétablit plus l'équilibre qu'on avait cru assuré. Sans doute en est-il ainsi parce que cette contrainte n'est pratiquée que par les plus aptes à la supporter. Mais quand l'humanité n'en connaîtrait pas d'autre, les enfants ne seraient que le résultat de faiblesses, voire de fautes, leurs parents n'étant pas les meilleurs des hommes seraient souvent les moins capables de les élever.

On répondra avec Malthus qu'il en est de même de tous les autres maux qui désolent l'humanité, que provoquent généralement par leurs abus les individus les plus susceptibles d'en subir les ravages. Mais ici il ne s'agit pas d'un mal absolu, on ne cherche qu'à maintenir dans les limites imposées par les circonstances économiques une natalité qu'il serait désastreux de voir tarir. On a construit un réservoir en comptant sur les fissures qui doivent se produire pour arroser le sol. Car d'écoulement régulier il n'y en aura pas ou il sera insuffisant. En admettant que l'homme ait un intérêt moral à perpétuer sa famille et son nom, ceci une fois assuré, il n'a aucun besoin d'aller au-delà.

Pis que cela, il doit éviter d'accroître sa famille sous peine de la plonger tout entière dans la médiocrité. Si persuadé qu'il puisse être des dangers que fait courir à son pays une natalité insuffisante, si patriote qu'il

soit, le sacrifice qu'on lui demande sans contre-partie est trop grand. Convaincu des besoins essentiels de la Nation, il ne le sera pas moins des raisons qui l'obligent personnellement à une autre attitude. Son devoir de père de famille lui est trop bien démontré pour qu'il puisse lui en préférer un autre à incidence moins immédiate.

Dès lors, si le résultat paraît contraire à l'intérêt national, ce dernier est de bien peu de poids auprès de celui, si évident et si bien sanctionné, de chaque citoyen. Au reste comment combattre une doctrine à laquelle on demeure si réellement attaché ? Cherche-t-on un terrain de lutte plus commode en séparant Malthus des moins recommandables de ses disciples ? Cette distinction est bien secondaire. Le principe essentiel et indiscuté, le plus grand et le premier commandement peut être invoqué à juste titre par tous ceux qui l'appliquent de quelque manière. Aux deux positions extrêmes les partisans de la contrainte morale et ceux des pratiques anticonceptionnelles ne font qu'adapter à une crainte religieuse ou à un besoin naturel la prescription infiniment supérieure dont dépend le bonheur des hommes en général et de ceux dont on a la responsabilité en particulier.

Aussi, ne nous attachant qu'à l'intention première d'une part, au résultat démographique de l'autre, nous qualifierons de Malthusienne toute restriction volontaire de nos facultés génésiques déterminée par le sentiment d'une nécessité économique.

CHAPITRE III

LA LOI DE PROGRESSION DU MALTHUSIANISME

Ayant étudié le Malthusianisme en tant que système moral, nous l'envisagerons maintenant sous son aspect de mouvement social. Nous observerons les modalités de sa propagande en essayant de dégager quelques conséquences immédiates de sa pénétration dans la cité.

Celle-ci apparaît tout d'abord divisée en classes plus ou moins distinctes, et cette constatation a fait naître une des premières critiques de la part des théoriciens socialistes :

« Si Malthus avait observé attentivement la société qui tourbillonnait autour de lui, dit Loria, il aurait constaté que cette société, même au point de vue du phénomène qui l'intéressait, ne formait pas un tout homogène, mais qu'elle se partageait en deux fractions essentiellement distinctes, l'une prolétaire, l'autre capitaliste, et il aurait vu que si la population s'accroissait rapidement chez l'une de ces fractions, elle demeurerait stationnaire ou même diminuait chez l'autre ».

Nous avons vu que le reproche ainsi formulé est inexact : Malthus a parfaitement conscience de la plus grande sagesse des classes dirigeantes sur le chapitre de la population. Il pouvait constater, sur ce point comme sur bien d'autres, la relation entre l'aisance et

la vertu, le vice et la misère. Il eût vraisemblablement adhéré à cette opinion de Loria que

« ce n'est pas l'homme en général, mais le prolétaire ou salarié qui se livre à une procréation exubérante parce que ses gains dérisoires, variables et intermittents détruisent en lui tout esprit de prévoyance, tout sentiment de la dignité humaine ».

Si donc le vice de procréation, comme celui de l'ivrognerie, est plus répandu chez les pauvres, n'est-ce point que la vertu inverse leur est plus difficilement accessible, et ceci, non seulement parce que l'aisance et l'instruction n'apportent point de dérivatifs à leurs passions, mais aussi parce que la morale Malthusienne est pour eux plus sévère dans ses ordres, plus exclusive dans ses défenses, plus rigoureuse dans ses sanctions ?

En effet, le devoir moral qui nous est imposé n'est point l'abstention, règle sévère sans doute mais au moins parfaitement claire. On ne nous dit pas : N'ayez pas d'enfants ; mais bien : N'en ayez pas plus que vous n'en pouvez nourrir. On ne nous commande même pas la restriction pendant le mariage, mais seulement de ne pas nous marier sans l'assurance de pouvoir faire vivre une famille.

Ici n'est-il pas permis de s'étonner de la confiance de Malthus, croyant qu'après la mise en application de la loi qu'il demande l'Assistance publique n'aura plus à s'exercer que dans les cas tout à fait exceptionnels où des circonstances imprévisibles auront trompé la sagesse des hommes ? Nous voyons précisément que ces exceptions sont la règle, que cette prévoyance est si difficile qu'imposée au prolétaire, elle devient priva-

tive de toute idée de mariage. L'ouvrier devra, par le travail et l'épargne, être sorti de sa classe pour songer à jouir de ce privilège des riches qu'est la fondation d'un foyer.

Dans un peuple vertueux la natalité devrait donc être en raison directe de la fortune, le nombre des enfants correspondant aux biens dont dispose le père de famille, en laissant une certaine marge pour parer à toute éventualité fâcheuse.

Mais cette règle est appliquée par les hommes en raison directe de sa facilité. Cette morale très aisée pour les riches devient si difficile pour les pauvres qu'ils ne peuvent faire autrement que de la transgresser, ou, tout au moins, qu'y étant plus réfractaires, elle les atteindra les derniers.

Et c'est ici qu'on peut voir la contradiction à laquelle aboutit la propagande Malthusienne et le déséquilibre qu'elle provoque dans la Nation.

Que, par suite des circonstances, un peuple nombreux se trouve chargé d'une grande masse de pauvres, des philanthropes ne manqueront point d'y voir le signe d'un excès de population et d'une natalité irrationnelle. Aussitôt de se mettre en campagne, prêchant la prévoyance individuelle et la restriction des naissances.

Or ce sera la dernière classe de la société, celle des prolétaires, qui pourra souffrir du trop grand nombre. C'est bien en pensant à ceux-ci qu'on fera la propagande, mais les oreilles les plus attentives seront celles des moins atteints par le mal, des dirigeants qui, la plupart du temps, appliquent déjà cette règle bien avant qu'on la proclame et peuvent décharger sur les vices des pauvres la responsabilité de leur misère.

La propagande Malthusienne se présente donc en réalité sous l'aspect des riches se donnant en exemple au peuple. Cet exemple gagne de proche en proche : d'abord les classes moyennes entrent dans le mouvement, désireuses de profiter de la recette et d'améliorer leur condition, puis les paysans sont gagnés à leur tour, et en dernier lieu seulement les ouvriers des villes, les pêcheurs et les mineurs.

Or les relations de ces classes entre elles sont celles d'employeurs à employés, d'entrepreneurs à travailleurs. Les riches, par leur luxe, font vivre les commerçants des classes moyennes ; par leurs capitaux, qu'ils sont obligés de faire valoir, ils leur donnent encore le moyen d'étendre leurs industries. Celles-ci à leur tour donnent du travail aux ouvriers, et les produits ainsi obtenus trouveront dans le peuple des campagnes leurs principaux débouchés.

Quand donc le prolétariat urbain paraît trop nombreux et qu'on veut lui porter le secours du Malthusianisme, ce sont toutes les classes supérieures qui en profitent avant lui, de sorte que le déséquilibre numérique s'accroît entre lui et ceux qui le font vivre. Avant que l'ouvrier des villes ait pu comprendre les bienfaits de la nouvelle doctrine et en accepter les obligations, les hautes classes auront diminué en nombre et en activité, de même les artisans, aussi bien les campagnes se seront dépeuplées, la mévente des produits industriels se sera donc accrue, accompagnée de la misère et du chômage.

Car les capitaux comme les terres pourront bien être aussi importants quoique répartis en peu de mains ; il ne convient pas de les examiner du seul point de vue

quantitatif et de les recenser sans tenir compte de l'esprit d'entreprise de ceux qui les détiennent. Quatre fils de famille travailleront plus et feront vivre ainsi plus d'ouvriers pour maintenir leur rang et accroître leur portion d'héritage qu'un fils unique disposant du patrimoine tout entier. Et quand il s'agit de la terre, celle-ci, plus peuplée, sera cultivée avec plus de soin, donnera une plus grande variété de produits, et constituera pour l'industrie un plus vaste débouché.

Le Malthusianisme devrait donc aboutir, par suite de sa pénétration progressive, à un véritable déséquilibre entre les classes, les premières diminuant en nombre et en qualité par rapport à celles qui vivent dans leur dépendance et clientèle. Il créerait donc lui-même la misère dont il prend argument pour sa propagande. —

Et c'est bien ce résultat qui a été envisagé par les Marxistes dans la concentration des capitaux et l'extension du prolétariat, les deux classes entre lesquelles se partage la société ayant une attitude diamétralement opposée devant le problème de la population.

Cette prévision ne paraît pourtant nullement confirmée par les événements et l'on ne peut nier qu'au cours du XIX^e siècle ni la concentration des capitaux ni la misère ne se sont accrues, alors que le Malthusianisme progressait continuellement et de la manière indiquée plus haut. C'est qu'un autre phénomène s'est produit, une nouvelle conséquence s'est manifestée, a servi en quelque sorte d'antidote ou, tout au moins, de palliatif.

Avant de procréer, dit Malthus, assurez-vous des moyens d'existence suffisants. C'est à peu près l'« enri-

chissez-vous » de Guizot, et de fait le siècle de la contrainte morale fut un des plus âpres au gain de notre histoire. En Europe Occidentale particulièrement, on n'avait jamais vu une si grande partie de la population acharnée à faire fortune ni ceux qui y étaient parvenus honorés et élevés aux plus remarquables distinctions. La richesse acquise par le travail est devenue, selon le vœu de Malthus, le signe le plus évident de la vertu, et l'amélioration de son état le plus noble but de l'activité humaine. Toute limite infranchissable entre les classes étant abolie, les premières places sont devenues accessibles à tous, sinon en une seule génération, au moins en deux ou trois étapes. Et c'est ainsi que s'est développé le phénomène de la capillarité sociale.

Cette expression a été donnée par Arsène Dumont à la tendance qui pousse chacun de nous à améliorer sa personne et sa situation par le travail et l'économie, à acquérir plus de valeur dans tous les domaines, en suivant l'exemple des dirigeants, à la faveur des institutions libérales :

« Dans un état social comme le nôtre où tous les individus, hommes et femmes sans exception, sont appelés à la culture intégrale, au plus haut développement personnel possible, il est inévitable que le penchant à la restriction ou à la suppression de la fécondité, qui était spécial à l'aristocratie intellectuelle, esthétique ou politique, ait une invincible tendance à s'universaliser ».

De même que nous avons vu toutes les classes de la société attirées l'une après l'autre, dans l'ordre hiérarchique, vers le Malthusianisme, nous les voyons at-

teintes, en même temps et dans le même ordre, du désir de s'élever à l'étage immédiatement supérieur. Les plus nobles sentiments s'orientent dans cette direction : l'amour paternel se concentre sur le fils unique qu'il faut pousser au prix des plus lourds sacrifices à la place que son père ne peut atteindre ; l'amour filial n'a pas de plus bel objet que de satisfaire l'ambition des parents en accroissant leur héritage intellectuel et matériel. Certes, dans un tel état de société, il est fatal que la production se maintienne au-dessus de la natalité puisque chacun ne se permet celle-ci qu'après avoir assuré à l'enfant à venir non seulement le moyen de vivre, mais aussi celui de progresser. Malthus ne pourrait que reconnaître ces disciples en ces hommes qui consacrent au travail et à de respectables ambitions toutes leurs forces, tout leur enthousiasme, n'hésitant pas à pratiquer parfois une austère vertu pour conserver leur honneur, vertu dont l'auteur de l'Essai n'osait espérer une si vigoureuse expansion.

« Rien ne prouve mieux, dit Arsène Dumont, la force de cette poussée que l'impossibilité pour l'individu de rétrograder ou d'accepter une déchéance.

Nous avons dans certains cantons de la France des populations rurales où les relations sexuelles sont à peu près impossible en dehors du mariage, cependant de nombreux individus y renoncent plutôt que de déchoir de la dignité de petit propriétaire travaillant uniquement chez soi à celle d'ouvrier agricole contraint d'aller travailler chez les autres ».

Chaque étage social devient un terrain de concours, chaque groupe est le siège d'une émulation entre tous les individus qui le composent pour devenir les pre-

miers de leur ordre, puis les derniers de l'ordre immédiatement supérieur et ainsi de suite, s'efforçant d'acquérir en valeur plus qu'ils ne perdent en nombre.

Si donc les biens ne se sont pas concentrés par suite de la faible natalité des familles riches, si les masses populaires n'ont pas manqué de travail et de pain, résultat inévitable du Malthusianisme s'il avait été appliqué dans une société divisée en castes, c'est que cette doctrine fait partie d'un système économique et social de liberté et de concurrence. Les dirigeants, en se repliant les premiers dans l'épargne du capital humain, eussent rapidement réduit les prolétaires à l'indigence si, tout en leur prêchant la contrainte morale, ils n'y avaient joint le conseil et la possibilité de travailler en vue d'accroître leur position. Vous êtes malheureux dans votre classe, semblent-ils dire, sortez-en : en vous chargeant d'une nombreuse famille vous vous y enfoncez davantage, par le travail et l'épargne vous pouvez vous élever. Nous avons supprimé pour vous toutes les barrières légales qui s'opposaient à votre ambition. Il n'est plus de limite à votre activité ni au choix de votre profession. Ni nuit ni fêtes ne vous sont interdits, le monde entier vous est ouvert. Appliquez-vous donc à sortir d'un état où seule votre incurie vous maintient, et par là vous gagnerez notre estime et l'admiration de vos semblables.

Ainsi tombe le reproche fait à Malthus d'avoir pris la société pour un tout homogène. La lutte des classes disparaît parce qu'il n'y a plus de classes, mais plutôt une série d'échelons entre lesquels se répartissent les

individus, parfois à l'intérieur d'une même famille, et la société entière subit un mouvement de capillarité. En comparant les organisations syndicales des patrons et des ouvriers, on constate que les premières sont plus fortement constituées, parce qu'elles correspondent aux intérêts économiques bien déterminés d'une corporation; tandis que pour le prolétaire le syndicat ne représente qu'une classe aux limites indécises, dont, personnellement, il s'efforce de sortir. Ceci du moins est vrai pour les périodes de prospérité. Seule la crise réunit les chômeurs qui, à ce moment, prennent conscience qu'ils ne vivent pas de la même manière que les autres hommes, ne gagnant plus leur nourriture par leur travail, mais par la menace de troubles qu'il font peser sur la société du fait de leur force inemployée. En temps normal au contraire, nous constatons la confusion sociale dans laquelle l'équilibre entre la production et la consommation, entre l'entreprise et le travail se trouve assuré par le phénomène que nous venons d'étudier comme deuxième conséquence de notre doctrine.

En effet les théoriciens socialistes n'ont envisagé que la première, parce qu'ils n'ont voulu voir qu'un terme de la proposition : procréons moins. Malthus dit en réalité : procréons moins et travaillons plus. Ainsi seulement le système est complet. Il ne nous restera plus qu'à examiner comment réagissent l'une sur l'autre cette abstention et cette expansion.

Tout d'abord, cette montée de l'individu au-dessus de son milieu initial est essentiellement lente et difficile. Elle le devient même de plus en plus, par suite de la concurrence. A part les sujets favorisés par le

génie ou les circonstances, une vie humaine ne suffira pas à gravir beaucoup d'échelons. Ce résultat ne serait même pas souhaitable le plus souvent. L'étape apparaît nécessaire, elle constitue un élément d'équilibre, une garantie de durée en limitant le nombre des déclassés et consolidant les progrès acquis.

Cet état de société ne nuira du reste pas à la famille. Au contraire, celle-ci réalisera la synthèse de la stricte perpétuation de l'espèce sur des assises économiques toujours rehaussées. Le père mettra en son unique fils tous les espoirs qu'il n'aura pu réaliser, et, de génération en génération, la famille vertueuse atteindra sans heurt la première place.

Par un détail, toutefois, on s'écarte de la doctrine, passant de la stricte observance à l'évolution : Malthus avait surtout envisagé le travail et l'épargne comme moyen pour les jeunes gens de fonder avec confiance un foyer, la contrainte morale qu'il recommandait convenait donc à la période pré-nuptiale. Or les lois de la capillarité nous obligent désormais à une contrainte dans le mariage à laquelle du reste nous n'aurions déjà pu nous soustraire dans l'incertitude où nous sommes des événements susceptibles de mettre notre existence matérielle en péril. Plus encore, cette contrainte dépassera la vie de l'individu, puisque chacun profite des sacrifices des générations précédentes, c'est un devoir envers celles-ci de ne pas compromettre, par une procréation irraisonnée, un avoir si péniblement amassé, de ne pas ruiner par notre insouciance l'œuvre des vertus ancestrales.

Enfin cette conformité de la génération aux ressources devra être de plus en plus stricte à mesure

que la famille s'élèvera et que par conséquent l'éducation des enfants deviendra plus longue et coûteuse.

C'est donc une contrainte perpétuelle et progressive qui nous est imposée désormais, et ce renoncement s'applique à la plus impérieuse de nos passions, encore que son intensité soit infiniment variable pour chaque individu. Comment dès lors chacun se maîtriserait-il de la même manière ? Mais comment aussi n'essaierait-il pas de donner à ses semblables au moins l'apparence de la vertu et surtout de maintenir à tout prix la prospérité de sa famille qui se confond avec son honneur ?

Ainsi sommes-nous amenés à sauvegarder par tous les moyens le principe essentiel de la limitation des naissances à la mesure de nos ressources. En même temps la faiblesse de notre nature appliquée à un devoir de plus en plus rigoureux aura trouvé son équilibre dans le passage de la contrainte morale à la contrainte physique.

SECONDE PARTIE

La loi de Malthus et les notions démographiques modernes

CHAPITRE I

REVISION DE LA LOI D'ACCROISSEMENT NATUREL — PROUDHON

Ce chapitre et les deux suivants seront consacrés au principe de population tel qu'il a été défini au début de cette étude et à son évolution jusqu'à l'époque contemporaine. Plutôt que d'énumérer toutes les vicissitudes qu'il a subies, les contradictions dont il a été l'objet, ses défaites et ses revanches, nous essaierons de discerner les apports durables dont les économistes et les philosophes l'ont enrichi ou modifié.

Malthus nous a fourni d'abord une loi d'équilibre entre la population et le globe, ensuite une explication de la misère. Quels remaniements ont subi ces données fondamentales ? Quelle notion pouvons-nous avoir aujourd'hui de ces deux problèmes ?

Proudhon, dans ses « Contradiction économiques » s'est livré à une révision très complète des dogmes Malthusiens. Nous lui ferons ici une large place, plutôt qu'aux prédécesseurs et contemporains à qui il a emprunté la plupart des éléments de son étude. Il nous importe surtout de trouver en lui l'interprète de tout un ensemble de tendances, et l'habile bénéficiaire de la révolution économique qui remplit les cinquantes années écoulées entre l'œuvre de Malthus et la sienne. Enfin son plan correspond exactement aux deux notions que nous nous proposons d'étudier ici, il répond aux questions que nous venons de poser.

Suivant son procédé habituel, après avoir exposé la thèse Malthusienne, Proudhon consacre son antithèse à l'explication de la misère et, posant en fait que celle-ci anticipe sur le déficit des ressources, substitue cette nouvelle loi à celle des deux progressions. Enfin sa synthèse est la recherche d'un principe d'équilibre qu'il trouve non plus dans la contrainte morale, opération artificielle de la volonté, mais dans la loi naturelle de l'aggravation du travail.

Tant par la date à laquelle elle se place que par la manière dont elle est conçue, cette partie de son œuvre marque tous les résultats acquis à la suite des transformations économiques de la première moitié du XIX^e siècle; elle constitue le bilan d'une révolution.

Nous étudierons donc les données sur lesquelles Malthus avait bâti son raisonnement et, certaines d'entre elles étant reconnues inexactes, nous verrons comment Proudhon en pose de nouvelles, amorçant de futures précisions. Nous n'assisterons plus dans la suite à un semblable remaniement, mais à une évolution qui nous

permettra de dégager à la lumière d'études plus récentes le sens des faits déjà constatés.

Il semble que la pensée de Malthus ait procédé par la méthode inductive; constatant la misère autour de lui, reconnaissant qu'elle atteignait surtout les plus prolifiques, qu'au contraire les classes aisées pratiquaient une prudente réserve, l'auteur de l'« Essai » en a conclu que la trop grande population était cause de la misère. Que dans un repas il se présente trop de convives pour la quantité de victuailles dont on dispose ou pour les dimensions de la table et un certain nombre ne seront pas servis. C'est ce qu'on observe dans la famille où il est beaucoup plus facile aux parents de multiplier le nombre de leurs enfants que d'accroître leur gain en proportion.

On peut discerner que Malthus a raisonné ainsi du particulier au général par le fait qu'il ne propose aux hommes que des principes de morale individuelle respectueux de leur liberté, pensant que chacun recueillera le fruit de sa bonne conduite ou sera puni de son imprudence sans que la société pâtisse dans son ensemble des fautes des mauvais citoyens. S'il avait procédé par déduction et, du fait que l'humanité progressait plus rapidement que les ressources du monde, conclu à la nécessité de limiter le peuplement, il lui eût été difficile d'écarter l'application d'une loi privative de liberté et d'affirmer que l'homme sage ne subirait aucun préjudice de l'imprévoyance de son voisin, que tous les membres d'une nation ne seraient pas solidaires les uns des autres. Les partisans actuels de la repo-

pulation qui déduisent du général au particulier ont une attitude exactement opposée. Ils ne disent pas que la prospérité nationale résulte de celle des individus, mais au contraire que celle-ci suivra celle-là. Ils n'en appellent pas à l'intérêt individuel, mais au patriotisme; ne pouvant donner à chacun l'assurance d'être récompensé ou puni selon sa conduite, ils sont obligés de demander des lois et de ne pas se contenter de prêcher une morale.

C'est dans la famille que Malthus voit donc cette tendance à l'accroissement géométrique: là elle apparaît très clairement, tandis qu'aucune statistique générale n'en peut donner l'idée. C'est là aussi qu'il constate le moindre accroissement des subsistances: le spectacle d'une famille de paysans vivant sur une certaine surface de terres et conservant tous ses membres au foyer donne la loi des deux progressions. Cet exemple était alors fréquent dans les campagnes; Arthur Young signale dans ses « Voyages en France » ces fermes trop riches d'ouvriers, souvenirs des communautés taiseuses du Moyen Age, qui, en dépit de tous les soins donnés à la culture, nourrissaient insuffisamment leurs habitants. Il en est de même pour le monde entier, celui-ci est comme un domaine dont l'homme ne peut sortir; s'il y devient trop nombreux il aura beau améliorer son exploitation, il n'en tirera plus assez de subsistances.

Dieu a voulu en effet qu'il nous soit plus facile de procréer que de produire; l'humanité tend donc à croître en fonction géométrique, tandis que les ressources tirées chaque jour plus difficilement de notre travail ne peuvent augmenter qu'en progression arith-

métique. Cette loi de nature, c'est-à-dire de Dieu, rend compte des malheurs qui accablent les inconscients et les rebelles.

Tel est l'aspect déductif que Malthus a été amené à donner à une explication de la misère découverte vraisemblablement par la méthode inverse. S'il avait dit qu'une famille qui s'accroît s'expose au dénuement parce qu'elle ne peut augmenter ses ressources en proportion des bouches supplémentaires à nourrir, il attendrait peut-être encore la contradiction, car ce fait particulier est vraiment le seul qu'il ait constaté par l'observation directe, le seul dont il pouvait être certain. Mais ceci lui a permis de concevoir une loi générale qu'il lui était impossible de vérifier, une sorte de révélation de la volonté divine qu'il s'est empressé d'annoncer aux hommes, leur en montrant l'application aux cas particuliers, leur expliquant ainsi la cause des maux dont ils souffrent.

Mais, si la famille prise isolément confirme bien la loi de Malthus, il n'en est pas toujours de même de l'humanité où, par le jeu de multiples événements, de la division du travail et de la concurrence, s'obtient un résultat très différent de celui que donnerait l'addition des phénomènes individuels. Du reste il est permis de penser que Malthus a eu surtout en vue une société dont les antagonismes politiques et économiques seraient bannis, une communauté mondiale ressemblant assez à une grande famille, et dans laquelle il demandait aux socialistes de son temps comment ils compaient assurer l'équilibre entre la population et les produits. Il est possible que dans cette cité idéale la loi se vérifie pleinement : puisqu'elle correspond à la fa-

mille, il serait logique de la retrouver dans l'état de société qui s'en rapprocherait le plus ; mais, tant qu'il n'y a pas identité d'organisation, on ne peut être assuré de reconnaître avec la même exactitude constante pour l'ensemble du pays une notion qui ne nous est fournie que par la première cellule sociale.

La division du travail accroît encore cet écart entre la nation et l'individu, la production pour celui-ci devenant de moins en moins étendue, pour celle-là de plus en plus grande. Les dix ouvriers de la fabrique d'aiguilles d'Adam Smith en fabriquent cent fois plus et n'auront pas cent fois plus d'enfants, mais chacun d'eux est désormais incapable de faire une aiguille. Le pain qu'il n'obtenait déjà qu'en fournissant une faible partie de la consommation générale, il ne le gagne plus qu'en jouant un rôle économique encore dix fois moindre. Il est de plus en plus lié au groupe social sans lequel il ne peut rien et dont il subit toutes les crises, son influence dans ce même groupe est bien diminuée parce qu'il occupe sur le marché une place plus restreinte, sa soumission à la loi de l'offre et de la demande devient absolue.

Proudhon établit que par la concurrence les producteurs sont obligés de maintenir toujours une quantité de subsistances supérieure à la consommation probable de même que le commerçant a en magasin une avance sur les besoins de la clientèle. Et comme le machinisme et la division du travail rendent la chose techniquement réalisable il est fatal que dans le monde moderne la production se tienne d'une manière constante au-dessus de la population, tel était du reste le vœu de Malthus. Mais, contre toute attente, la misère persiste. Ce fait

suffit à prouver qu'elle n'est pas uniquement la sanction d'une loi divine puisqu'elle se produit avant que cette loi soit violée.

« Je ne sais point encore ce qu'est la misère, dit Proudhon, mais je suis certain d'une chose ; c'est qu'elle anticipe sur la production, et qu'elle nous frappe avant que la stérilité du travail l'y autorise. Ce fait, aussi bien prouvé qu'aucun de ceux rapportés par Malthus, est le seul que je veuille opposer à la théorie de cet écrivain ; il me suffira pour la renverser de fond en comble ».

Reprenant les exemples classiques de division du travail il n'a pas de peine à montrer que l'augmentation du nombre des ouvriers permettant une division plus profonde et l'emploi de machines plus puissantes provoquera un accroissement bien plus que proportionnel de la production. Si deux hommes isolés produisent 2 et qu'associés ils peuvent produire 4, quatre associés produiront 16, huit produiront 64 et ainsi de suite. Ce raisonnement établi sur les nouvelles données de l'économie moderne est analogue à celui de Malthus et aussi légitime, il aboutit à cette proposition que dans une société organisée « la production s'accroît comme le carré du nombre des travailleurs » et cela à l'infini quelle que soit la durée de la période de quadruplement.

Il n'est donc pas possible que la subsistance manque aux hommes quel que soit leur nombre puisque celui-ci ne peut que suivre la production. La misère n'est donc plus une nécessité naturelle mais bien une nécessité de contingence due aux imperfections de la société. Sans doute pourra-t-on répondre que les dimensions de

la terre sont immuables et que l'accroissement indéfini de l'humanité implique qu'à une échéance plus ou moins lointaine Malthus aura tout à fait raison, ne serait-ce qu'au moment où la place nécessaire pour nous loger viendrait à manquer. Mais qu'on examine, en attendant cette éventualité, la situation présente et qu'on nous donne les renseignements et les conseils que nous réclamons.

Qu'on nous dise quand dans tel ou tel pays la population est trop grande. Etaient-ils trop nombreux les Indiens faméliques qui parcouraient autrefois le sol des Etats-Unis ? Et les douze millions de Français du XIV^e siècle, les 25 millions du XVIII^e et ceux d'aujourd'hui ? Nous pourrions ajouter à cette liste les phénomènes contemporains et demander si les masses de chômeurs du Canada et de l'Australie impliquent que ces pays soient trop peuplés.

On répondra que toute population qui n'accroît pas en proportion d'elle-même ses subsistances est trop nombreuse quel que soit le territoire qu'elle occupe, mais comment justifier la misère de ceux qui ont accru dix fois plus leur production que leur nombre ?

« L'économiste, occupé seulement de ce que deviendraient un million d'hommes qui n'auraient pour subsister que la ration de cinq cent mille, ne se demande pas pourquoi cinq cent mille ne peuvent vivre avec ce qui suffirait à un million ».

On ne peut expliquer cette anomalie que par le jeu de la concurrence qui permet de limiter la production, car, en vertu de la loi du quadruple produit on arriverait bientôt à un déséquilibre aussi invraisemblable entre la population et les subsistances que la dispro-

portion inverse entrevue par Malthus. Mais est-il conforme aux lois naturelles que ces biens produits en vue d'assurer la vie des hommes leur soient soustraient avant qu'ils aient pu s'en gaver ? Les dirigeants de l'économie mondiale peuvent-ils obtenir quitus de leur gestion en se déchargeant sur la nature dont tous les faits proclament l'innocence ?

« J'ai donc le droit d'insister sur ma question : Comment, notre richesse ayant quintuplé, notre population ne s'étant accrue que de 50 pour 100, y a-t-il encore parmi nous des pauvres ? Que l'on me réponde, avant de s'inquiéter de la postérité, et de chercher quel nombre d'habitants pourra tenir sur le globe ! ».

Qui nous oblige à reconnaître un ordre social au nom duquel on trouve normaux de pareils abus et insensée notre natalité, nous les moins prolifiques de tous les animaux et les seuls travailleurs ? Que devons-nous penser de l'incohérence de nos maîtres qui jettent le blé à la mer quand nous manquons de pain ?

« Vous n'êtes occupés que d'une conjoncture tout à fait hypothétique, et dont nul ne peut affirmer qu'elle se présente jamais, celle où la population surabonderait sur le globe ; et vous détournez sans cesse les yeux du mal réel qui vous décime. Commencez, vous dis-je, par guérir le présent, et si votre foi à la Providence n'est point une moquerie, prenez un peu moins souci de l'avenir. L'humanité, dites-vous, n'aura obtenu par là qu'un soulagement temporaire. Qui vous l'assure ? Comment savez-vous que, l'équilibre établi dans le travail, les conditions de développement de l'humanité, en population et en richesse, ne seront pas changées ? ».

La misère ne résultant plus d'une loi physiologique

fatale, mais de l'antagonisme économique, n'est donc plus à craindre dans une société bien organisée. L'humanité pouvant par le travail multiplier ses moyens d'existence est déjà assurée, si elle doit mourir, que ce ne sera pas de faim. Il ne reste plus qu'à rechercher la loi d'équilibre entre la population et le globe.

Aux deux progressions de Malthus, Proudhon substitue le système exactement inverse de l'accroissement géométrique de la population et de l'accroissement au carré de la production. D'où il résulte que le nombre des habitants d'un pays double quand la quantité des subsistances quadruple. Quant à la loi du rendement décroissant, que Malthus exprimait par la progression arithmétique, Proudhon en donne une idée aussi satisfaisante par l'allongement de la période d'accroissement du fait de l'aggravation du travail :

« ... Si donc c'est une loi de l'économie sociale, que le travail, par le fait même de sa division et par le secours qu'il reçoit des machines, au lieu de se réduire pour l'homme s'aggrave toujours, notre vie étant limitée, nos ans et nos jours comptés, il s'ensuit que toujours plus de temps nous est demandé pour une même augmentation de valeur ; que la période nécessaire au quadruplement de la richesse et au doublement de la population s'allonge indéfiniment, et qu'il vient une heure où la société, en marchant toujours, reste stationnaire ».

Mais comment peut-on affirmer que ce phénomène a sa répercussion sur le nombre des hommes, qu'une population double suppose obligatoirement une production quadruple ? Que l'amour aille moins vite que le travail n'implique pas à première vue qu'il soit à sa remorque dans un rapport constant.

En ce qui concerne la production, pourquoi la période d'accroissement au carré devient-elle de plus en plus longue ? Parceque, en vertu de la loi du rendement non proportionnel, il faut une somme de travail de plus en plus grande pour obtenir ce résultat, si bien qu'à l'infini la production devient stationnaire quand sont atteintes les limites extrêmes de notre activité. Mais à ce moment aussi la procréation ne nous est plus possible parce que nous avons toujours accru notre travail à son détriment et qu'à chaque appel nouveau à nos facultés productives correspond un renoncement de notre puissance génésique. C'est ce que Proudhon exprime par l'antagonisme du travail et de l'amour.

En effet, tandis que la génération est commune à l'animal et à l'homme, ce dernier possède en propre un autre moyen de se répandre dans le monde et de dépenser sa vie, le travail. L'œuvre de l'animal est tout entière dans sa progéniture, celle-ci assurée, il ne lui reste plus de raisons de vivre et l'on voit que chez quelques espèces le terme de l'existence se place au moment où elle est transmise, et pour presque toutes il semble bien que la frigidité coïncide avec la mort. Il en est autrement de l'homme, capable d'accomplir d'autres œuvres que celles de la chair. Les êtres inférieurs ne vivent que les uns sur les autres par la destruction mutuelle : détruire, procréer, être détruit, telle est la destinée de l'animal qui n'a pas d'autre moyen d'ajouter à l'œuvre du Créateur que de se reproduire lui-même. Le sauvage est dans une situation analogue. Au contraire, l'homme évolué ne vit plus de la destruction des produits naturels, mais de son travail qui les multiplie et les transforme. C'est en quelque sorte une

autre manière de se reproduire, de se prolonger et aussi de se détruire.

« L'homme meurt de travail et de dévouement, soit qu'il épuise son âme, comme le soldat de Marathon, dans un effort d'enthousiasme; soit qu'il consume sa vie par un travail de cinquante ou soixante années, comme l'ouvrier de nos fabriques, comme le paysan de nos campagnes. Il meurt parce qu'il travaille; ou mieux, il est mortel parcequ'il est né travailleur; la destinée terrestre de l'homme est incompatible avec l'immortalité ».

Et comme cette activité remplit dans le monde un rôle semblable à l'amour, le même mot désigne le résultat de ces deux fonctions. A Dieu correspond le verbe créer, à l'animal engendrer, à l'homme engendrer et faire, et le produit de chacun des trois, de l'acte initial du Créateur comme des deux expansions des créatures porte indistinctement le nom d' « œuvre ».

« La conséquence de cette idée, toute d'intuition et de sentiment, c'est l'antagonisme naturel du travail et de l'amour. La vie de l'homme, suivant le jugement spontané du peuple, s'écoule alternativement par deux issues, dont l'une se ferme quand l'autre s'épanche: ici l'expérience confirme la révélation de l'instinct. La faculté industrielle ne s'exerce qu'aux dépens de la faculté prolifique: cela peut passer pour un aphorisme de physiologie aussi bien que de morale. Le travail est pour l'amour une cause active de refroidissement; c'est le plus puissant de tous les antiaphrodisiaques, d'autant plus puissant surtout qu'il affecte simultanément l'esprit et le corps ».

Toutefois cette solution ne paraît guère satisfaisante,

et il est difficile d'envisager avec joie le moment où l'humanité entièrement livrée au travail verra s'atrophier ses facultés génésiques; toute activité, si noble qu'elle soit, prend un caractère de contrainte lorsque les nécessités de la vie en aggravent pour nous la durée et l'intensité. Proudhon voit parfaitement cette objection, il reconnaît aussi qu'il n'est pas nécessaire d'user dans l'amour une grande partie de ses forces pour s'assurer une nombreuse descendance, de sorte qu'au moment où le travail nous aurait accaparés assez pour avoir une influence directe sur notre natalité, nous serions bien près de l'impuissance absolue. Aussi convient-il de faire valoir un autre aspect du travail. Si celui-ci s'aggrave, ceux qui subissent ce surcroît n'en ont, en quelque sorte, pas conscience. La vie est chez nous plus difficile qu'autrefois puisque le foyer entretenu jadis par les dix ou douze heures de travail de l'homme ne pourrait plus se passer désormais des huit heures supplémentaires de la femme. Et pourtant le sentiment commun est d'avoir gagné en bien-être et en liberté. De ce fait moderne dont il eut la prescience comme de ceux qu'il pouvait déjà constater à son époque Proudhon attend l'équilibre sans contrainte de l'humanité et du monde :

« Ce n'est point par une influence physiologique et fatale, c'est par une impression de vertu et de liberté que le travail doit agir sur l'amour ».

Il est évident que l'homme civilisé supporte mieux que le sauvage la nécessité de travailler, l'un n'y voit qu'une peine et une servitude, l'autre l'ennoblit et l'améliore, l'un reste esclave, l'autre devient artiste. Comment ces deux être différents auraient-ils la même

conception de l'amour ? L'humanité en s'élevant tend à acquérir des rapports entre les sexes une notion plus délicate ; elle les idéalise.

« A mesure que le travail augmente, l'art surgissant toujours du métier, le travail perd ce qu'il avait de répugnant et de pénible : de même l'amour à mesure qu'il se fortifie, perd ses formes impudiques et obscènes, tandis que le sauvage jouit en bête, se délecte dans l'ignorance et le sommeil, le civilisé cherche de plus en plus l'action, la richesse, la beauté ; il est à la fois industriel, artiste et chaste. Paresse et luxure sont vices conjoints sinon vices tout à fait identiques...

.. .. .

Tout travailleur doit devenir artiste dans la spécialité qu'il a choisie, et selon la mesure de cette spécialité. Pareillement tout être né de la femme, nourri, élevé sur les genoux de la femme, fils, amant, époux et père, doit réaliser en lui l'idéal de l'amour, en exprimer successivement toutes les formes ».

L'homme aimant donc la femme tour à tour comme mère, sœur, amante, épouse et fille, chacun de ces amours étant exclusif et annihilant son activité sexuelle pendant quatre de ces périodes sur cinq, le temps de la fécondité se trouvant ramené à dix ou quinze ans, Proudhon calcule que le nombre des enfants issus d'un même mariage s'élèverait difficilement au-dessus de cinq, ce qui donnerait un accroissement d'environ un dixième en trente ans et le doublement en trois siècles. Encore la natalité tendra-t-elle continuellement à décroître par suite de l'augmentation incessante du travail qui raccourcira la période de fécondité et du nombre croissant des individus d'élite et des saints qui

s'élèveront au-dessus de l'amour charnel et vivront dans la chasteté.

Arrêtons-nous et faisons le point. Nous voilà ramenés en des parages connus. Ce tableau de l'amour idéal a été tracé par Malthus qui a de la vertu une conception toute semblable. A quoi aboutit la contrainte morale si ce n'est à raccourcir la période de fécondité ? Pourquoi celle-ci ne se prolongera-t-elle pas après le mariage ? Parceque, dit Proudhon, elle doit se terminer quand l'aîné des enfants arrive à l'adolescence ; deux motifs inciteront les parents à agir ainsi, un devoir de pudeur envers leur fils devenu grand, et un devoir de justice envers celui qui commence à subvenir par son travail à l'entretien du foyer et à qui le père n'a plus le droit d'imposer la charge d'autres jeunes frères. L'auteur de l'Essai n'eût pas hésité à signer ces lignes. Ces nouvelles unions tardives que suppose le jeu des phases successives de l'amour sont-elles si différentes des « mariages de demoiselles surannées et de vieux satyres » si vigoureusement critiqués ?

Après avoir écrit la partie destructive de son ouvrage, Proudhon n'est point aussi certain d'une victoire complète que l'ont été ses lecteurs. Il sent qu'il reste quelque chose du principe de population ; un accroissement indéfini mène l'humanité à une impasse. D'autre part la contrainte nous répugne et nous devons chercher la solution dans la liberté et la vertu. Mais ce qu'il appelle devoir n'est-ce pas exactement la contrainte morale, et en disant que la vertu est synonyme de bien-être ne retrouve-t-on pas l'idée Malthusienne

que l'aisance est à la fois un signe de la vertu et son terrain d'élection ?

Alors, il faut s'empressez d'établir l'égalité absolue. Tant que l'accès au bien-être sera progressif cette morale sera injuste parce que plus difficile à pratiquer aux uns qu'aux autres. Les saints que Proudhon voit s'élever de plus en plus nombreux au-dessus du commun des mortels n'impliquent-ils pas qu'au-dessous de la vertu moyenne subsisteront des individus inférieurs pour qui cette morale sera toujours une contrainte parce que l'aggravation du travail ne leur aura pas encore apporté assez de bien-être ou de génie.

Aussi, après avoir, tout comme Malthus, tracé un tableau inspiré de celui du Paradis où les âmes des élus se satisfont de la contemplation de Dieu, est-il obligé de terminer par la menace de l'Enfer. Aux faibles et aux sceptiques, aux paresseux et aux sensuels qui repoussent l'idéal qu'on leur propose il met devant les yeux une loi de progression fatale et du reste toute voisine de celle qu'il vient de renverser.

« Si l'on prétend que je subtilise, je reviens en arrière. Je m'attache à cette formidable loi de l'aggravation du travail, et je supplie qu'on veuille me dire ce qui adviendra de cet irrésistible progrès qui, nous poussant d'une force victorieuse à augmenter sans cesse notre capital et notre bien-être, ajoute toujours quelques instants à notre tâche, quelques grains à notre fardeau. De deux choses l'une : ou l'humanité doit devenir par le travail une société de saints, ou bien, par le monopole et la misère, la civilisation n'est qu'une immense priapée. Au train dont vont les choses, et à moins d'une réforme qui change intégralement les con-

ditions du travail et du salaire, toute augmentation de labeur, partant tout accroissement de richesse, nous sera bientôt impossible. Longtemps avant que la terre nous manque, notre production s'arrêtera : le paupérisme et le crime croîtront toujours ».

Nous retiendrons les deux lois définies par Proudhon de l'anticipation de la misère et de l'aggravation du travail. La première, nous montrant l'incertitude des calculs sur le peuplement raisonnable d'un pays donné, nous incitera à en rechercher une notion plus exacte. Quant à la seconde, nous verrons bientôt comment elle agit sur la natalité.

CHAPITRE II

LA LOI MORALE DE CONTRAINTE CONSIDEREE COMME LOI NATURELLE DE LA POPULATION

Jusqu'à une époque très rapprochée de nous, les économistes ont vécu sur cette idée que les faits avaient réduit à néant la théorie de Malthus. On a retenu surtout qu'à l'examen d'une éventualité lointaine il fallait préférer le souci d'une réalité présente et telle qu'en attendant que se vérifient des prédictions douteuses, c'est du mal exactement inverse que nous souffrons. Plutôt que de discuter à perte de vue sur l'équilibre de la population et du globe et les procédés de liberté ou de contrainte par lesquels il serait assuré, les dirigeants se sont occupés des difficultés actuelles, reportant aux calendes grecques l'étude de mesures que la situation n'imposerait qu'après des phénomènes si extraordinaires que les hommes, par leurs statistiques, seraient toujours avertis à temps.

« Malthus, dit Leroy-Beaulieu, est venu trop tôt dans un monde trop jeune ». Non seulement on fait valoir le fait de la surproduction, mais aussi on constate que la population, en l'absence d'obstacles represifs, est loin de progresser à la cadence indiquée : les classes riches échappent en effet à cet accroissement et les pays prospères subissent la répercussion constante de cette attitude.

« La loi de Malthus « la population tend à s'accroître

en progression géométrique » est fausse, écrit Wolf. La population n'a cette tendance qu'à un degré de civilisation peu avancé. Ensuite elle a bien toujours le pouvoir de s'accroître, mais la tendance est en fonction inverse du degré de civilisation ».

Et puisque l'homme est par sa nature un être doué de raison et non pas mené uniquement par l'instinct des animaux, on doit qualifier de naturelle cette tendance des sociétés avancées au même titre que d'autres lois comme celle du moindre effort, de l'offre et de la demande, de Gresham, auxquelles nous reconnaissons ce caractère. C'est ce que M. Charles Gide exprime dans son « Histoire des Doctrines Economiques » en reprochant à Malthus d'avoir

« commis une confusion biologique en identifiant trop l'instinct sexuel et l'instinct reproducteur, alors que le second est en réalité un instinct social dont les mobiles sont infiniment variés et n'ont rien de permanent ni d'universel ».

On fait aussi appel à l'idée de Proudhon de l'antagonisme du travail et de l'amour, en prétendant que l'homme cultivé, dont le génie se développe, voit en même temps s'étioler ses forces procréatrices.

Pourtant le taux de la natalité descend si bas et le peuple rend si franchement hommage à Malthus et à ses disciples plus ou moins directs qu'il faut bien reconnaître en eux les initiateurs. Cette éventualité du surpeuplement que les économistes voient si lointaine et si peu probable, l'individu la pressent et s'organise contre elle. Le fait que la progression géométrique ne se vérifie pas n'est dû qu'aux obstacles préventifs justifiés par le Principe de population. Nous revenons donc

toujours aux deux aspects contradictoires du problème suivant qu'on l'envisage du point de vue général ou individuel.

« La dépopulation, dit Arsène Dumont dans « Natalité et Démocratie » peut tuer une nation sans causer ni souffrance ni préjudice à aucun des individus dont elle se compose, et, personne n'étant lésé, personne ne se plaint. Si l'on voulait démontrer qu'une nation est autre chose que le total des individus qu'elle comprend, qu'elle est un organisme vivant et non un simple agrégat, on le prouverait précisément par l'étude des maladies purement sociales comme la dépopulation. Il n'y a pas meilleur et plus décisif argument contre l'individualisme exclusif ».

Il n'est pas exact de dire que la fécondité naturelle diminue à mesure qu'on s'élève dans l'échelle sociale et qu'une population plus instruite ou plus cultivée sera affaiblie dans ses facultés génésiques. Ce phénomène ne peut se produire que dans des cas isolés : que certains individus tout à fait exceptionnels soient, par suite d'une certaine névrôse compagne de leur génie, frappés de stérilité, n'explique pas du tout la diminution des naissances dans leur entourage.

Dumont découvre au contraire un fait beaucoup plus constant, c'est que chez tous les peuples l'aristocratie tend à disparaître par extinction. Il y avait sous Alexandre dix fois moins de Spartiates qu'au temps de Lycurgue ; il en était de même du patriciat romain à la fin de l'empire, et à notre époque on peut se demander ce qui reste de la noblesse des croisades. L'étude des archives villageoises nous indique maintes fois que les mêmes noms de famille roturiers se sont maintenus

depuis une époque très reculée sur un terroir où plusieurs races seigneuriales se sont tour à tour éteintes. Or le fait d'avoir été plus exposées à la guerre ne donne pas une explication satisfaisante. C'est en général aux périodes où le sang des aristocrates ne coule plus sur les champs de bataille que leur race disparaît par suite d'une trop faible natalité. L'individu jouissant alors d'une aisance paisible se propose d'assurer à la fois la perpétuité de sa famille et l'intégrité de la succession. Le nombre des naissances ne peut être laissé au hasard : trop élevé il provoque la ruine, insuffisant, la disparition. Il y a donc un calcul à faire, et l'individu s'y trompera toujours dans le même sens parce qu'il craint plus encore le présent que l'avenir, qu'il aime sa race pour la gloire et la puissance qu'elles lui procurent et que dans son esprit la perte de ces biens serait le plus grand de tous les maux.

« Cette volonté de limitation est déterminée par une idée, par une erreur qui consiste à croire que l'individu a sa fin en soi, qu'il est un tout complet en lui-même et ne doit rien qu'à lui-même ».

Toutefois, si l'aristocratie gouverne le peuple, celui-ci, n'ayant aucune des raisons des grands de limiter sa progéniture, maintient et accroît le nombre général. L'élite, que Dumont appelle volontiers « l'écume » ne suscite que des exemples isolés. Elle flotte en quelque sorte à la surface recouvrant l'ensemble d'une parure de luxe ou de vice, disparaît et se renouvelle sous d'autres noms, le pays restant indifférent.

Mais quand ce gouvernement est remplacé par la démocratie c'est le peuple tout entier qui est appelé aux sphères supérieures et participe des qualités et des dé-

fauts de l'élite. Aussi voit-on qu'en France la natalité ne s'est maintenue sans restriction que chez ceux qui pour des raisons particulières n'ont pu profiter de l'émancipation de l'ensemble. Aux extrémités du territoire des populations ignorantes du Français, dans nos régions industrielles et sur nos côtes des ouvriers et des marins ou pêcheurs, de même le prolétariat étranger que nous avons accueilli voient se dresser devant eux des barrières, sont séparés des fonctions publiques ou du patronat par des cloisons étanches, vivent donc sous un régime aristocratique et laissent à leurs supérieurs le soin de se livrer à des calculs qu'ils ignorent. Au contraire dans les provinces les plus évoluées du pays, où la séparation des classes a été remplacée par la capillarité sociale, où le petit propriétaire a les mêmes préoccupations que le grand, où l'ouvrier pense et agit comme l'artisan et celui-ci comme le grand patron, l'économie des naissances est devenue le fait de tous, on la considère comme un devoir et une habileté. Arsène Dumont au cours de ses enquêtes remarque combien il est aisé de faire parler ceux qui pratiquent cette restriction. Volontiers ils en donnent les motifs s'estimant par là de bons maris, de bons pères de leur unique enfant et pour tout dire de bons citoyens. Ils sont du reste les plus intelligents et les places qu'ils occupent sont généralement plus élevées que celles de leurs camarades prolifiques.

Ces derniers sont au contraire peu enclins à exposer leurs motifs, craignant les reproches qu'on leur fait le plus souvent. Ce sont de pauvres gens peu instruits, restés des sujets quand les autres sont devenus citoyens, habitués au mépris et parfois obligés pour vivre d'exciter la pitié de leurs semblables.

« Du point de vue de l'égoïsme individuel, le mobile qui pousse les pères de famille à se charger d'une nombreuse postérité est donc une passion aveugle et absurde, aussi folle en apparence que le courage guerrier qui pousse le soldat à regarder comme un sort enviable de se faire tuer pour sa patrie ou seulement pour son régiment, pour le salut de sa compagnie. Quant au mobile qui pousse les pères de famille à restreindre leur fécondité, il paraît très raisonnable, on l'exprime volontiers et avec vanité ».

Partisan de la démocratie Arsène Dumont reconnaît que celle-ci a fait fausse route en aboutissant à une individualisme pernicieux pour la nation et la société aussi bien que contraire à la justice. Il constate avec peine que la natalité ne se maintient en France que dans les provinces assujetties à un état politique et religieux qu'il réprouve.

« Après avoir, avec justice, nié et détruit dans la mesure du possible la subordination de l'individu à l'autorité des maîtres temporels ou spirituels, les libres esprits qui prenaient leur point d'appui dans la révolte de leur bon droit, de leur conscience et de leur raison oublièrent qu'il existe une coordination nécessaire et spontanée des individus les uns par rapport aux autres; ils furent enclins à méconnaître la solidarité des hommes dans l'espace qui constitue la patrie, la solidarité dans le temps entre les générations passées, présentes et futures qui constitue la race ».

L'intérêt supérieur n'étant pas formé, nous l'avons vu, de la somme des intérêts individuels, les citoyens, en n'obéissant qu'à ceux-ci, se mettent en contradiction avec l'Etat. Or, en démocratie le gouvernement

n'est constitué que par la représentation aussi complète que possible des intérêts individuels, de sorte qu'il aura tendance à étudier dans un esprit individualiste toutes les difficultés qui se présenteront; il ne cherchera que des solutions appropriées aux besoins du moment, ignorant du passé, il sera imprévoyant de l'avenir. En un mot il dirigera en mortel une patrie immortelle.

Il convient donc de renforcer nos sentiments envers la patrie et la race par lesquels nous avons remplacé les religions d'autrefois. Mais ces nouveaux dieux disparaîtront bien vite avec le développement parallèle de la culture et de l'esprit critique s'ils nous sont présentés comme des images dont notre intelligence ne se satisfera bientôt plus. La démocratie doit regrouper les individus par le sentiment de la réalité profonde dont toutes les divinités n'ont été que des figures, par l'esprit de solidarité.

Si nous remontons dans notre généalogie en ligne directe, nous avons deux ascendants à la première génération, quatre à la seconde, huit à la troisième, seize à la quatrième, et ce nombre doublant à chaque période de vingt-cinq ou trente ans, nous arrivons au treizième siècle avec trente-trois millions d'ascendants. Sans doute cette quantité se trouve diminuée par la répétition du même ancêtre: le comte de Chambord était de plusieurs manières petit-fils de Saint Louis, mais il l'était aussi d'une infinité d'autres personnages de toutes conditions et il en est de même de chacun de nous qui tenons la vie de millions d'hommes des siècles passés et sommes destinés à la transmettre à une aussi innombrable descendance.

Ainsi l'individu n'est pas un tout en lui-même : composé de la substance d'une infinité d'ancêtres il se répandra dans une infinité de fils. Il est en quelque sorte placé à l'intersection des deux branches d'un X, le V supérieur représentant sa filiation et l'autre sa paternité. Cette situation lui impose évidemment des devoirs envers ceux dont il tient ses qualités et ceux à qui il les transmettra, il ne peut se désintéresser de l'avenir ni du passé, il doit se sentir un élément de la Nation et de la race, solidaire de sa postérité et de ses morts. Devant cette immense responsabilité, les calculs égoïstes disparaîtront pour faire place au souci des intérêts éternels de la Cité.

Ainsi la société tout entière serait menacée par cette erreur du particularisme familial dont sont mortes toutes les aristocraties. Parmi nos ancêtres nous ne reconnaissons que ceux qui nous ont transmis leur nom, parfois aussi ceux qui nous font le plus honneur. Oublieux de nos ascendants collatéraux nous pensons que seront aussi perdus pour nous les descendants que le nom ni l'héritage ne désigneront plus.

Pourtant cette erreur est à la base de toute institution familiale, elle est le mobile de toutes les vertus que nous inspirent nos devoirs envers nos parents et nos enfants, vertus particulières qu'il est difficile d'étendre par la solidarité sans les amoindrir.

Le peuple voyait autrefois dans le roi de France le fils de saint Louis et non de tel ou tel empereur, prince Allemand, roi de Castille ou d'Angleterre, voire simple roturier, dont il descendait aussi bien. Mais ce sentiment était justifié par le fait que toute l'attitude du roi était en fonction d'une hérédité et non des autres.

N'a-t-on pas remarqué aussi l'influence physique de la lignée ? Que dire du nez des Bourbons ou de la mâchoire des Habsbourgs ?

Du reste on reconnaît généralement que les fils prennent plutôt la ressemblance de leur père et les filles celle de leur mère. De sorte qu'il faudrait figurer l'individu au point de rencontre des deux lignes, l'une verticale représentant son ascendance de mâle en mâle, celle dont il a le plus conscience, et une ligne oblique figurant l'hérédité par les femmes, qui se transmet de mère en fille, changeant de nom à chaque génération et disparaissant bientôt dans l'inconnu. Dans une société organisée selon le matriarcat ces deux lignes seraient placées dans l'ordre inverse.

Sans tirer de cette loi non absolue des conclusions excessives, nous pensons qu'il n'y a pas égalité entre tous ceux dont nous procédons. A une influence physiologique souvent prépondérante s'ajoute l'éducation par laquelle se transmettent des habitudes et des fonctions particulières dont l'exercice modèle notre nature. C'est par là que nous premons conscience de certains devoirs qui nous sont propres et s'appliquent à des objets bien définis qu'on ne pourrait étendre sans préjudice à tout l'ensemble de la société. Celui qui se sentira le fils de tout le monde et le père de tout le monde n'éprouvera, s'il n'est un saint, des sentiments paternels ou filiaux pour personne, et quand s'accroîtrait par là notre amour du prochain, notre conduite en serait-elle mieux dictée ? Quels devoirs nous imposeraient ces hérédités dissemblables et contradictoires, cette postérité versée à l'infini ? Un individualisme toujours plus exclusif remplacerait bientôt l'esprit de fa-

mille dont la bonne étoffe n'est pas indéfiniment extensible. Il ne nous semble donc pas que la morale solidariste s'appuierait sur des bases plus solides que celle dont nous vivons actuellement. Revenant donc à notre individualisme relatif nous reconnaitrons avec Arsène Dumont qu'incapable de maintenir l'intégrité physique de la famille, il ne saurait à plus forte raison, perpétuer la race et assurer l'avenir du pays. Nous compléterons cette idée par celle du calcul imposé à l'individu par la nécessité de défendre à la fois les intérêts vitaux et économiques de sa famille. Par là nous rejoindrons la formule donnée au problème de la natalité par M. le Professeur Turgeon :

« La progression de la natalité est contenue dans tous les milieux par le calcul des charges qu'entraîne la naissance, charges plus grandes à mesure que la famille s'élève dans l'échelle sociale ».

La plupart des économistes semblent s'être ralliés depuis trente ans à cette constatation. Un premier point est établi : la natalité diminue presque partout. De plus, il est incontestable que notre puissance reproductrice n'a pas diminué en proportion ; donc la contrainte est un fait général. Enfin, cette diminution coïncidant avec un surcroît de richesse, nous sommes obligés de reconnaître une double relation de cause à effet. Le progrès est à l'origine de la restriction des naissances, il en est aussi le résultat. Autrement dit, les individus qui améliorent leur état sont les plus prudents à évaluer les frais que leur causera leur descendance, et cette dernière leur imposera, à mesure qu'ils progresseront, un calcul plus serré.

Nous sommes ici encore ramenés très près de la pensée de Malthus. L'enfant est une charge pour l'indi-

vidu et, par repercussion, pour la société; mais, alors que le riche a pleinement conscience de cette charge, le prolétaire ne l'a pas, parce qu'il la supporte d'une manière très incertaine. Réduisons donc le pauvre à la même situation juridique que le riche et obligeons-le à élever par ses propres moyens ses enfants pour qu'il apprenne à en connaître la valeur.

Mais cette valeur se modifie avec la situation de la famille. On ne peut appliquer ici une règle de trois et dire que si un tel peut avoir un enfant, devenu dix fois plus riche il en pourra avoir dix. Telle est la notion complémentaire et indispensable que M. Turgeon apporte aux principes Malthusiens. En fait, tous les individus sont moralement obligés de pourvoir par eux-mêmes à l'éducation de leur descendance; mais le coût de celle-ci croît proportionnellement plus vite que les ressources de la famille. La capillarité sociale en fournit du reste une explication: quand le fils s'élève au-dessus du père, poussé par ce dernier, cela signifie que dans sa jeunesse, n'étant encore qu'un consommateur, il a été placé sur un échelon supérieur à celui des parents qui le font vivre. Il en résulte donc un décalage perpétuel, qui repousse vers l'infini le moment où le père aura les moyens d'élever plus d'enfants.

Non seulement ces charges augmentent mais la conscience qu'en a l'individu devient plus claire à mesure qu'il s'enrichit. Le prolétaire ne peut assigner un chiffre aux dépenses que lui cause sa progéniture; le riche au contraire calcule très exactement ce que lui coûte une naissance, une année d'éducation et surtout ce que coûtera à ses premiers nés un partageant supplémentaire du patrimoine.

Nous trouvons donc bien ici l'obstacle préventif recherché par Malthus mais dépassant ses prévisions :

« En reconnaissant, dit M. Sonolet, que la course au bien-être produit naturel des civilisations en progrès, suffit largement à tenir en échec le principe de population et qu'il en résulte entre la population et les subsistances un équilibre très réel bien que ne profitant pas également à tous, nous avons vu que Malthus n'avait pas espéré assez du jeu des lois naturelles et sociales et que le socialisme en avait espéré trop ».

Toutefois cette solution n'est pas encore satisfaisante : le péril est simplement déplacé. Ce Malthusianisme moderne ne se distingue pas de la pensée du Maître que par sa réussite inespérée, il la dépasse encore par son action. Effrayé de l'accroissement progressif et illimité de la population, l'auteur de l'Essai n'eût-il pas été anxieux de constater, pour les chargés qu'impose la paternité, cette loi d'aggravation qui fait perdre à nos facultés procréatrices tout le bénéfice du progrès acquis par notre travail ?

CHAPITRE III

LES THEORIES BIOLOGIQUES AMERICAINES

Plusieurs philosophes ont eu l'intuition que le développement de l'espèce humaine ne serait pas conditionné uniquement par les rapports entre un potentiel d'accroissement indéfini et les contingences naturelles ou artificielles qui lui sont opposées, mais que des lois biologiques régiraient à notre insu notre activité reproductrice de telle sorte que notre fécondité naturelle ne soit pas constante. On peut exprimer la même idée en disant que la Nature, outre les obstacles répressifs qu'elle oppose au développement de tous les êtres, sait, avant de supprimer l'excédent, éviter la naissance par le moyen d'obstacles préventifs, dont l'emploi ne serait plus le privilège exclusif de la raison humaine.

Toutefois les économistes Français semblent avoir abandonné l'idée d'une loi physique intervenant sur la population par l'intermédiaire de l'activité sexuelle, et si la découverte d'un principe d'équilibre leur paraît désirable, encore le veulent-ils conforme aux aspirations et à la dignité de notre espèce. Fourier dans sa méthode de stérilité artificielle par engraissement, Proudhon par sa loi d'antagonisme entre le travail et l'amour, ont recherché tous deux ce principe d'équilibre entre la population et le globe. Mais, alors que le premier présente une théorie matérialiste qui ne sera pas acceptée, Proudhon nous donne déjà une théorie psychologique indiquant la tendance future de nos éco-

nomistes qui chercheront cette loi naturelle parmi celles qui régissent nos sentiments.

Nous avons vu que M. Charles Gide qualifie la tendance reproductrice de l'homme d'instinct social, la distinguant de l'instinct naturel qui règle les rapports sexuels. Arsène Dumont repousse toute explication biologique de la stérilité des élites :

« On ne peut continuer à prétendre que la stérilité est en raison inverse du développement économique et que plus on s'élève dans l'échelle sociale plus la fécondité diminue ».

Mais puisque d'autre part cette stérilité est un fait établi, on doit la considérer uniquement comme soumise à une loi psychologique. C'est à ce parti que se range M. Turgeon lorsqu'il écrit que la natalité est contenue dans tous les milieux par le calcul des charges qu'entraîne la naissance.

Si bien que l'étude de la loi naturelle d'accroissement est reléguée au second plan et que nous n'avons pas avancé d'un pas depuis Malthus, position bien définie par M. Sonolet dans la conclusion de sa thèse :

« La faculté d'accroissement de l'espèce humaine étant indéfinie, entraîne l'humanité à un développement qui n'est théoriquement limité que par la difficulté ou l'impossibilité de se procurer des subsistances ».

Pour ce que nous pourrions appeler l'école psychologique Française, ce point étant établi, ce sont les lois qui régissent notre volonté et, par son intermédiaire, notre population, qu'il importe d'étudier.

Une autre école, représentée surtout en Amérique,

procède d'une manière exactement inverse et, sans méconnaître l'influence de la volonté consciente de l'homme, étudie d'abord la loi naturelle d'accroissement.

M. Raymond Pearl, à la suite de nombreuses expériences faites sur des groupes d'animaux et de plantes choisis parmi les organismes les plus simples, constate chez ceux-ci un développement démographique qui se formule de la même manière pour toutes les espèces et se figure par une courbe analogue. La population passerait d'une période d'accroissement modéré à une progression plus rapide, puis se ralentirait à nouveau pour se stabiliser. Un cycle complet se représenterait donc par une courbe en forme d'S allongé. Or, en comparant les recensements successifs de divers pays M. Pearl est amené à tracer des courbes représentant assez exactement des tronçons d'un cycle complet qui, chez les peuples civilisés, ne s'accomplit qu'en plusieurs siècles.

C'est ainsi qu'il reconstitue le cycle complet de la population suédoise passant d'un minimum de 1 million 1/2 en 1700 à 8 millions en 2100 point maximum, la période connue par recensements s'étendant de 1750 (1,7 million) à 1925 (6 millions). Pour les Etats-Unis il trouve une courbe plus accentuée pendant la même période de quatre siècles avec une portion connue de 1785 (5 millions) à 1925 (110 millions). Pour la France la période d'accomplissement du cycle actuel commencerait deux siècles plus tôt en 1500 et se terminerait un siècle plus tôt en 2000, de sorte que le maximum serait aujourd'hui presque atteint, la courbe étant du reste plus aplatie que pour les autres pays (de 6 à 42

millions en 5 siècles ; 26 à 40 pour la portion connue de 1800 à 1925).

Enfin M. Pearl invoque un argument encore plus décisif tiré de l'évolution démographique des musulmans d'Algérie. Ici en effet aucun facteur n'a pu fausser l'accomplissement de la loi naturelle : pas d'émigration ni d'immigration notables comme en Suède ou aux Etats-Unis, pas de limitation volontaire des naissances comme en France. De plus, au lieu d'être obligés de prolonger arbitrairement un tronçon de courbe, les recensements de 1876 à 1926 nous donnent un cycle complet d'un minimum de 3,2 millions à un maximum de 5,1 millions en 75 ans.

M. Pearl en conclut donc à l'identité de la loi mathématique d'accroissement entre les hommes et les êtres inférieurs, plantes ou animaux. Or l'accroissement de ceux-ci étant provoqué sans contrainte par leur activité sexuelle, celle-ci doit être modifiée pour l'humanité à son insu par les mêmes influences que subissent les autres êtres. D'autre part, après avoir décrit la courbe universelle, il faut l'expliquer, et M. Pearl, reprenant ses expériences, trouve dans l'accroissement même une cause de modération. Les mouches enfermées dans un bocal deviennent d'autant moins fécondes que leur densité de population augmente ; chez les hommes l'examen de la natalité urbaine vient renforcer cette observation.

Ce principe suffirait déjà à expliquer la forme de la courbe, mais on peut encore démontrer que la fécondité d'une population animale est en fonction inverse de la quantité de subsistances mises à sa disposition et, trouvant encore une justification de cette loi dans l'espèce humaine, M. Pearl avance que

« les effets indirects psychologiques et sociaux d'une pauvreté relative contrastant avec un bien-être relatif s'expriment nettement dans l'activité sexuelle et, à travers celle-ci, dans les naissances ».

Nous pouvons retenir de cette théorie qu'il est peut-être prématuré de supposer connue la loi naturelle d'accroissement et de s'en tenir à l'expression que lui a donnée Malthus. Non seulement les chiffres de la progression géométrique sont inexacts, ce que nous savions déjà et qui, du reste importe peu ; mais aussi la forme de la courbe serait toute différente de ce que nous pensions.

Par ailleurs, nous savons bien que dans nos pays civilisés le mouvement de la population est conditionné par des facteurs psychologiques, mais ceux-ci n'auraient plus pour effet de mettre en échec la loi physique puisque le résultat que nous obtenons par notre volonté se trouverait réalisé naturellement dans les sociétés animales et végétales. C'est-à-dire que la tendance d'accroissement serait encore plus théorique que nous l'imaginions et que pour tous les êtres, même entretenus dans un bocal à expériences, des obstacles appropriés au genre de vie de chacun interviendraient pour rabattre toujours dans le même sens la courbe ascendante de la progression géométrique.

Dans cette opération, constatant le rôle primordial de notre intelligence, nous ne pouvons admettre que sans elle il en irait de même. Les plantes et les animaux sont-ils donc intelligents ou pratiquent-ils instinctivement la contrainte ? Non sans doute, mais ils sont

arrêtés comme nous par des obstacles repressifs. Par exemple il est établi que la natalité diminue chez les sociétés animales de peuplement trop dense comme dans nos centres urbains. Ceci n'est qu'une constatation qui n'explique rien par elle-même ; mais nous savons que dans les grandes villes le logement, l'éducation des enfants, la vie de famille rencontrent des difficultés particulières qui nous imposent quant à notre reproduction des calculs plus stricts. Il est bien possible aussi que les lapins qui pullulent dans certaines petites îles désertes, voient diminuer leur fécondité proverbiale quand leur densité devient trop élevée : ils n'ont peut-être plus la place de se creuser des terriers ou de se donner un exercice indispensable au développement de toutes leurs facultés. On sait que beaucoup d'animaux ne se reproduisent pas en captivité, et les mouches de l'expérience pourraient bien en faire autant quand elles sont assez nombreuses pour que leur bocal devienne une prison.

Mais la difficulté prend en quelque sorte l'animal au corps tandis que chez nous elle s'attaque d'abord à notre intelligence. Si nous étions contraints de vivre en un peuplement aussi dense que certains être inférieurs, nous serions peut-être frappés de stérilité progressive, mais nous avons le privilège de la souffrance morale préventive qui nous rend sensibles au moindre manque de confort au moins autant que peut l'être l'animal à l'entassement.

En admettant la théorie de Pearl nous voyons combien il est aisé de revenir à Malthus et à sa distinc-

tion des obstacles repressifs et préventifs, ces derniers étant, pourrait-on dire, des obstacles repressifs moraux. Du reste cette école Américaine moderne tend à renforcer et renouveler l'Essai dans toutes ses propositions. C'est l'impression qu'on garde du recueil publié par M. Louis. I. Dublin sous le titre de « Problèmes de la population aux Etats-Unis et au Canada » dans lequel sont réunies des opinions qui représentent toutes, sous des aspects particuliers, le malthusianisme le plus orthodoxe.

M. A. B. Wolf y reprend même la loi de progression pour établir à l'aide des statistiques mondiales qu'actuellement la population double en soixante ans suivant un taux qui ne se poursuit pas en raison géométrique mais tel que tous les 4 siècles le nombre des hommes deviendrait 5, 17, 60, 171 milliards, chiffres qui ne seront évités que par les obstacles repressifs si l'on n'a pas recours à la prévention. Une autre idée très intéressante du même auteur est celle du rôle de la femme dans ces problèmes. Par là il rejoint les conceptions des économistes Français modernes en faisant observer que Malthus ne parle que de l'homme et ne semble envisager la contrainte morale que du point de vue masculin. Or la fonction reproductrice est surtout importante pour la femme et les conditions d'existence de celle-ci, les difficultés qu'elle subit sont certainement un facteur essentiel de la situation démographique. Nous pouvons aussi remarquer que bien des théories, entre autres celle de Proudhon sur l'aggravation du travail et sa répercussion dans l'activité reproductrice, prennent un sens beaucoup plus pertinent dès qu'on les examine du point de vue féminin.

Les tendances de l'Ecole Américaine se sont manifestées aux deux Congrès internationaux pour les études sur la population tenus à Genève en 1927 et à Rome en 1931 et y ont pris contact avec les idées natalistes de l'Europe Occidentale qui semble du reste isolée dans cette attitude; car de l'Inde, de la Chine, du Japon nous viennent de nombreuses enquêtes qui établissent pour ces pays l'exactitude de la loi de Malthus et la nécessité de recourir à un contrôle des naissances.

Contrairement à ce qu'on semble penser chez nous, pour les économistes Américains, les Nations Européennes auraient atteint leur maximum de population. Un des collaborateurs de l'ouvrage publié par M. Dublin, M. Don D. Lescohier, se demandant quel nombre d'hommes la terre pourrait porter, écrit :

« Je ne peux pas évaluer ce que serait le point de saturation pour le monde. Le Japon, la Chine, Java, l'Inde, l'Egypte, la Belgique, la Hollande, l'Italie, l'Allemagne, le Royaume-Uni et quelques autres parties du globe apparaissent comme saturées. Le criterium est bien indiqué par un étudiant Japonais : en Amérique celui qui veut travailler ferme gagne bien sa vie ; dans le vieux monde ce n'est pas possible ».

Ici les évènements actuels semblent opposer un démenti. Il n'est plus vrai depuis quelques années que dans le Nouveau Monde le travailleur puisse toujours gagner sa vie, non seulement aux Etats-Unis, mais encore en des terres beaucoup moins peuplées et qu'on ne peut dire saturées d'hommes. Sans doute sommes-nous en présence d'une dépression passagère; mais dans la période de prospérité correspondante nous verrions à l'inverse se développer les vieux pays au point

d'assurer largement le travail et l'existence à leurs nombreux habitants. Entre les contrées neuves, offrant du travail en permanence, et celles qui connaissent le chômage perpétuel, s'échelonne toute une série d'intermédiaires soumis tour à tour à l'un ou l'autre état, et comprenant sans doute les trois quarts du monde.

Le criterium proposé nous semble donc à la fois trop simple dans sa conception, parce qu'il ne tient pas assez compte des phénomènes économiques temporaires, et trop difficile à appliquer parce qu'il faudrait précisément isoler de ces contingences une sorte de potentiel d'acquisition du droit de vivre qui nous indiquerait à quel moment il n'y a plus de places pour de nouveaux arrivants.

Pourtant cette vérité que nous ne pouvons saisir et soumettre à nos chiffres nous est manifestée par toutes sortes d'indices aussi probants qu'imprécis. A ce point de vue l'idée de la saturation de l'Europe Occidentale est particulièrement intéressante à étudier parce qu'elle heurte nos sentiments natalistes inspirés par l'intérêt national et que d'autre part nous disposons d'éléments d'appréciation relativement abondants.

Les courbes de Pearl nous indiquent entre autres que la France est arrivée tout près du point maximum. Or nous sommes habitués à considérer que notre pays, un des plus riches de l'Europe, présente une densité des plus faibles; nous mettons en parallèle le peuplement de l'Angleterre, de la Belgique, de l'Allemagne et si nous admettons que ces nations sont à l'apogée, nous en déduisons aussitôt le chemin qui nous reste à parcourir.

Mais le Nord et le Pas-de-Calais sont aussi peuplés

que le Brabant et le Hainaut, et l'Ardenne Belge ne l'est pas plus que la Champagne pouilleuse; les côtes de Bretagne valent celles d'Angleterre et les Highlands nos Basses-Alpes. Le pays vert Anglais peut être comparé à notre Normandie et nos pays noirs au Lancashire. Ce qui nous choque, c'est de voir que certaines régions agricoles ont pu autrefois nourrir plus d'habitants, d'où nous concluons qu'il reste un vide à combler. Mais cette désertion est due à des phénomènes économiques par lesquels en d'autres contrées vivent bien plus d'hommes que l'économie ancienne ne l'eût permis. Était-il possible de gagner d'un côté sans rien perdre de l'autre ?

Reprenons la courbe de la population de la France, passant en cinq siècles de 6 à 42 millions. Nous pouvons d'abord observer la durée de ce cycle que les Musulmans d'Algérie n'ont accompli qu'en 75 ans, le mouvement ayant sans doute été ralenti chez nous par les facteurs psychologiques. Nous devons remarquer aussi que pour cinq siècles la période connue ne s'étend que sur 125 ans (de 1800 à 1925) et qu'il est très scabreux de prolonger la courbe sans autre donnée que l'amorce qu'on a pu constater, pour aboutir au chiffre de 6 millions en 1500. En y comprenant les provinces réunies depuis nous obtiendrons une moyenne de moins de cent habitants par paroisse existant à cette époque. Au contraire tout nous indique que le siècle de la renaissance coïncide avec une grande prospérité et une nombreuse population; et les hommes des dix-septième et dix-huitième siècles se faisaient du dépeuplement des campagnes de leur temps à peu près la même idée que nous. Les recherches du baron d'Avenel, celles de M. Paul

Raveau sur l'agriculture en Poitou et beaucoup d'autres confirment cette opinion.

La courbe de la population Française, d'après tous les renseignements historiques, pourrait plutôt être figurée avec un minimum vers l'an mille, un maximum sous les derniers capétiens, une décadence jusqu'à la fin de la guerre de cent ans, un nouveau cycle ascendant jusqu'au milieu du seizième siècle, puis descendant jusqu'au dix-huitième pour se terminer par un redressement à l'époque moderne. Cette courbe beaucoup moins régulière que celle de Pearl aurait encore un aspect analogue en ce sens qu'elle présenterait sans doute autour des maxima et des minima des périodes de stabilisation.

Mais on ne peut non plus s'empêcher de remarquer les points de repère qu'y constituent les événements historiques, ceux du moins qui ont eu une influence économique certaine comme la guerre de cent ans et la transformation du seizième siècle. Quant à la révolution économique du dix-neuvième siècle, nos vieux pays en ont subi l'influence d'une manière assez différente de l'Amérique puisque tout notre accroissement provient de la population urbaine et industrielle, celle des campagnes étant restée tout au plus stationnaire. Notre nouveau monde c'est uniquement celui de la houille, du fer et du commerce extérieur. Or chaque pays d'Europe Occidentale a subi le double mouvement d'expansion urbaine et de désertion rurale dans la mesure où il a participé à ces découvertes.

Quand nous disons donc que notre pays est un des plus riches, il faut encore s'entendre sur ce que nous appelons les richesses. Les nôtres ne nous permettraient

sans doute pas une population aussi dense que celles de l'Allemagne ou de l'Angleterre parce que le surcroît de moyens de subsistance que nous a apporté le siècle dernier n'est pas proportionnellement aussi grand que pour ces pays. En contre partie le rapport démographique entre nos villes et nos campagnes n'a pas été aussi profondément modifié, et il l'a été moins encore en Italie qui n'a reçu qu'une plus petite part du butin.

En systématisant pour être plus explicite, nous pourrions avancer cette proposition outrancière que dans les pays les mieux servis le développement industriel a été supérieur au déclin rural correspondant, qu'à l'autre bout de la table la transformation n'a pas été assez considérable pour atteindre les campagnes dans leur peuplement et qu'à la position intermédiaire, qui est celle de la France, les deux phénomènes se sont balancés au point de stabiliser le chiffre de la population.

Enfin nous devons reconnaître avec Pearl que la prospérité d'un peuple ne diminue pas à mesure qu'il approche de son maximum de densité : l'exemple de notre pays en est une preuve très convaincante. Et par là nous voyons encore la France s'identifier à la nation idéale de Malthus, dans laquelle est joint à une grande activité productrice de subsistances un effort constant pour maintenir la population un peu au-dessous du niveau. Ce serait d'après les tableaux de Pearl exactement notre position actuelle.

Par des chemins différents et parfois scabreux les recherches biologiques rejoignent ici les études psychologiques, les unes et les autres aboutissant à nous mon-

trer d'abord l'exactitude fondamentale des propositions de Malthus, ensuite la manière dont s'est réalisé son programme dans la civilisation moderne et particulièrement en France. C'est en ayant surtout présents à l'esprit les exemples de chez nous que nous étudierons la constitution d'un peuple Malthusien.

TROISIEME PARTIE

Biologie d'un peuple Malthusien

CHAPITRE I

CONDITIONS DE TRAVAIL ET PRODUCTION

Libéralisme économique, capillarité sociale sont les deux aspects caractéristiques de l'activité des Malthusiens. Leur nation se distingue des autres par un bien-être très apparent et largement répandu. C'est un fait établi que ce peuple est heureux matériellement et que chacun des individus qui le composent participe d'autant plus à ce bonheur qu'il est plus prudent sur le chapitre de la procréation.

De cette première vertu une autre est solidaire, le travail. Et si ce dernier s'accomplit dans des conditions plus enviables qu'en d'autres pays moins avancés, c'est pour y tenir une place plus éminente et accaparer davantage les facultés humaines. Considéré comme une déchéance et un signe de misère par les barbares qui aspirent à l'oisiveté, il est chez nous une dignité et les réussites qu'il procure sont estimées si haut qu'on est porté à confondre souvent le gain et l'honneur C'est

le plus en vogue de tous les sports, nous admirons sans limite ses champions et il ne nous viendrait pas à l'idée que lui consacrer seize et dix-huit heures par jour soit une violation des lois naturelles, y voyant bien plutôt une héroïque performance.

Malthus a insisté sur cette éminente vertu du travail dans laquelle il voyait le débouché des passions refoulées au nom de la prudence, en même temps que le moyen de relâcher celle-ci dans les limites raisonnables.

« Ce n'est pas que nous devions diminuer d'activité pour accroître la quantité des subsistances, mais il faut y joindre un effort constant pour maintenir la population un peu au-dessous du niveau.

Ainsi nous obtiendrions à la fois deux fins qu'on doit se proposer, une grande population et un état de société d'où la pauvreté sordide et la dépendance servile soient bannies autant que la nature des choses peut le permettre, deux fins qui n'ont rien de contradictoire ».

Nous retrouvons dans le développement de cette formule les traits essentiels de la société moderne. Aussi notre doctrine fait-elle bloc avec tout le système libéral dont elle n'est du reste qu'un des aspects, savoir la réaction de l'intérêt individuel en face du problème de la population. La politique Malthusienne comporte donc toutes les réformes ayant pour but d'assurer au travail le meilleur rendement et au travailleur le plus grand profit dans le libre jeu des lois économiques. Les institutions favoriseront toutes les initiatives, ne mettant aucun obstacle légal à l'activité humaine, et, plus encore que les lois, les mœurs évolueront dans le sens du développement de l'esprit d'entreprise. L'instruction

se répandra non pas tant parcequ'obligatoire que pour l'intérêt qu'elle suscite comme moyen de parvenir. Chacun s'efforcera d'améliorer son sort et y sera poussé par ses habitudes et ses sentiments les plus impérieux.

Tous ces encouragements feront que l'immense majorité du peuple s'adonnera aux professions productives et pourra en tirer le maximum de bénéfice d'où résultera un progrès indiscutable des conditions d'existence.

Tel est le sens de la protection donnée au travail par les réformes libérales. Celles-ci provoquent aussi un autre phénomène, annoncé au début de ce chapitre, comme inséparable de la Cité Moderne, la capillarité sociale. Pour que chacun puisse retirer tout le profit possible de son travail, il ne doit pas être contraint de consommer intégralement son gain, mais doit pouvoir en consacrer une partie à accroître ses capitaux afin d'obtenir de son activité un rendement toujours supérieur. Le petit artisan devenu chef d'une grande entreprise aura amélioré non seulement son état, mais surtout sa production personnelle ; ses heures seront devenues véritablement plus précieuses et plus fécondes, son importance sociale aura augmentée. Tel est le type du bon citoyen : de la valorisation progressive des individus découle la remarquable prospérité de tout le groupe.

Mais qu'arriverait-il si le travailleur, avant de pouvoir distraire dans un but d'épargne la moindre parcelle de son gain, le voyait entièrement s'engloutir en dépenses d'entretien du fait des personnes à sa charge ? Cet homme se verrait bientôt distancé par ses concurrents et resterait dans sa condition originaire tout en assistant à la montée des autres. Et si son cas était

celui de la majorité des citoyens, la Nation ne progresserait pas. Qu'au contraire, quelques-uns, par le fait de la chance ou de leur volonté, se trouvent affranchis de ces obligations qui écrasent les autres, et ils atteindront un certain degré de prospérité, encourageant ainsi leurs collègues à suivre leur exemple.

Car les salaires s'établissent suivant la loi de l'offre et de la demande, et en tenant compte des nécessités d'existence d'un foyer moyen. De sorte que ceux qui les premiers se seront allégés jouiront d'un avantage d'autant plus grand que les charges de l'ensemble élèveront le chiffre fictif de besoins sur lequel sera calculé leur salaire. Mais à l'inverse, quand la majorité aura suivi cet exemple les retardataires se trouveront en vertu de la même loi dans une situation pire.

Au reste de cette diminution des charges de l'individu résulte un allègement général de la Nation dont les forces actives deviennent proportionnellement plus grandes :

« Désormais, dit Arsène Dumont, le développement en nombre est, dans une nation, en raison inverse de l'effort vers le développement individuel, soit en jouissances, soit en valeur. La démocratie, en proclamant l'égalité des citoyens entre eux, n'établit en réalité, ce qui est fort différent à notre point de vue, que l'égalité de tous au premier rang en cas qu'ils soient de force à l'atteindre ».

La première conséquence de l'égalité des droits est donc d'instituer un concours entre les hommes. Autrefois ceux-ci se répartissaient sur plusieurs étages superposés et étaient égaux sur chacun d'eux. A cet édifice a été substitué un unique plan incliné sur lequel

l'ascension est devenue un besoin naturel et un effort indispensable pour tous ceux qui veulent conserver leur rang ou assurer la place de leurs enfants, mais la difficulté sera d'autant accrue qu'on sera plus encombré.

« Pour l'homme qui a mis son but en lui-même, dit encore A. Dumont, les enfants sont toujours un obstacle à son développement individuel; et s'il a reporté son ambition sur eux, leur nombre entravera leur progrès et fractionnera leur héritage. En conséquence, celui qui veut bondir rapidement aux satisfactions les plus recherchées des sens, de l'ambition, de l'art ou de l'esprit n'aura généralement que peu ou point de postérité. Mais les individus, pour être moins nombreux, n'en valent pas plus. Nul ne sait le moyen d'augmenter artificiellement le génie, le courage, la beauté physique ou morale des unités sociales ».

Il semble superflu d'insister sur la remarque finale, toutefois, en présence de l'état satisfaisant de la plupart des pays Malthusiens, on peut se demander si l'individu, sans accroître d'une manière absolue les qualités reçues de la Nature, ne trouve pas le moyen, lorsqu'il est placé dans des circonstances favorables, de les mieux utiliser au point d'obtenir un résultat équivalent à une augmentation des dons naturels.

Or nous serons justement amenés à constater que ce déficit numérique peut constituer, au moins au début de l'évolution, une source de progrès. La diminution de la natalité favorisera le travailleur comme nous l'avons vu plus haut. Quant à la Nation elle ne subira encore qu'une perte plus apparente que réelle puisque par rapport à l'ensemble de la population le nombre des producteurs deviendra relativement plus important.

Ces faits correspondent ainsi à une période d'activité et non de décadence, dans laquelle la plupart des habitants s'efforceront de devenir meilleurs dans la lutte pour la vie. Y trouvant leur intérêt, ils développeront leur instruction ou tout au moins celle de leurs enfants. Enfin les producteurs sauront compenser le cas échéant leur insuffisance numérique par un travail mieux compris.

Supposons qu'une certaine surface de terre, autrefois cultivée par dix hommes, n'en porte plus que cinq : la tendance de ces habitants moins nombreux sera d'obtenir de leur domaine le même rendement qu'auparavant et de ne point réduire la superficie exploitée. Ils devront donc accroître leur productivité, supprimer les besognes les moins indispensables, se faire remplacer par les machines toutes les fois qu'ils le pourront, se spécialiser dans leur travail, pour, en fin de compte, gagner autant et plus que la génération précédente. C'est précisément ce qu'on constate en France où le paysan, disposant de plus de terres et de capitaux qu'il y a un siècle y est moins nombreux, et, cultivant seul les champs de plusieurs tenanciers, réussit à en maintenir intégralement les emblavures.

Les registres des paroisses rurales nous indiquent qu'un grand nombre de celles-ci aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles ont été sensiblement plus peuplées qu'actuellement, par contre il ne semble pas qu'une plus grande surface ait été consacrée aux cultures, mais il est établi que celles-ci étaient beaucoup plus variées et donnaient lieu par conséquent à des occupations nombreuses et à l'emploi de toutes sortes de travailleurs.

Rabelais, qui vivait à une époque de grande prospé-

rité agricole, nous indique que de son temps, à l'approche des vendanges, les bergers gardaient les vignes contre les oiseaux; des occupations analogues se retrouvent chez certaines peuplades noires du Soudan où les hommes passent leur journée dans les arbres pour empêcher les singes de venir dévaster leurs cultures. Dans nos pays ces emplois sont désormais tenus par des mannequins; même les bergers sont supprimés toutes les fois qu'on peut parquer le bétail dans des enclos, ailleurs on ne confie généralement ce travail qu'à ceux qui seraient incapables de faire autre chose. Se procurant plus aisément une machine qu'un ouvrier, l'agriculteur a retiré à celui-ci les travaux qu'il pouvait confier à celle-là; la nécessité d'employer un nombreux personnel provenait généralement de la variété des cultures, les moins rémunératrices ont été supprimées et l'exploitation réduite à deux ou trois produits principaux. En alternant le froment et la betterave les fermiers de Picardie et d'Ile-de-France entretiennent avec le minimum de bras le maximum de labours. La vigne, qui exige une main-d'œuvre nombreuse et habile, ne s'est maintenue que dans les régions où elle donne des produits exceptionnels.

C'est en effet une réaction naturelle de l'homme de conserver, même au prix des plus grandes difficultés et d'un labeur plus intense, les conquêtes faites sur la nature. Pendant la guerre, en dépit de la mobilisation de tous les hommes valides, on a vu les vieillards, les femmes et les enfants prendre la charrue. Tant qu'il le peut l'homme supplée au nombre des bras par la qualité de son travail et l'emploi judicieux de son activité. Par une extension de toutes ses forces

pour occuper son territoire il défend son droit de propriété. C'est ainsi qu'en Beauce une population de quarante habitants au kilomètre carré, en diminution de près de moitié sur celle du siècle précédent, maintient si bien son emprise sur les plaines qu'elle occupe qu'on y trouverait difficilement un hectare en friche.

Mais ces hommes qui, en émigrant de leur village, ont forcé ceux qui restaient à produire plus, ont dû subir un sort analogue. Eux aussi, plus peut-être que les parents qu'ils laissaient, ont étendu leur activité, ayant mis au premier plan de leurs occupations le désir de faire fortune. Ils y sont parvenus par un travail intense, favorisé par les institutions libérales, puis ils ont participé au mouvement de capillarité pour atteindre, sauf quelques malchanceux, une situation plus enviable que celle d'où ils sont partis.

Et c'est encore en suivant le bon conseil de ne faire naître que des enfants dont ils étaient certains de pouvoir assurer honorablement l'existence qu'ils ont pu obtenir ce brillant résultat, célibataires pendant toutes les années les plus robustes de la vie, entreprenants et laborieux, jouissant de la plus complète liberté économique, favorisés à tous points de vue par rapport à leurs concurrents chargés de famille, et ne fondant un foyer qu'au couronnement de leur carrière. Pour eux se réalisera au minimum d'exception près la parole de Malthus « Quiconque fera son devoir en recevra la récompense ».

Après avoir constaté le bénéfice indiscutable que l'individu retire d'une conduite vertueuse, on doit se de-

mander comment celle-ci n'a pas dépassé les bornes de la prudence et pourquoi la population a pu se maintenir à un niveau assez élevé. Malthus lui-même s'est inquiété à ce sujet, mais il semble avoir vu le remède dans la puissance de nos désirs :

« La passion est forte et générale, et il est probable qu'elle serait insuffisante, si elle venait à s'affaiblir. Les maux qu'elle entraîne sont l'effet nécessaire de cette généralité et de cette énergie. Tout nous porte à croire que le but du Créateur a été de peupler la terre ; mais il paraît que ce but ne pouvait être atteint qu'en donnant à la population un accroissement plus rapide qu'aux subsistances. Et puisque la loi d'accroissement que nous reconnue n'a pas répandu trop rapidement les hommes sur la face du globe, il est assez évident qu'elle n'est pas disproportionnée à son objet. Le besoin de subsistance ne serait point assez pressant, et ne donnerait pas assez de développement aux facultés humaines, si la tendance qu'a la population à croître rapidement, sans mesure, n'en augmentait l'intensité ».

Or nous avons vu précédemment que cette forte passion s'impose surtout à ceux qui n'ont pas les moyens matériels de la satisfaire, ce qui revient à dire que la contrainte la plus rigoureuse est commandée aux hommes les plus faibles. C'est pourquoi, dans une nation où tous ont ressenti l'impérieuse nécessité d'appliquer les principes Malthusiens, il a bien fallu faire un compromis entre la passion et la raison, d'où il résulte qu'on ne mesure plus aujourd'hui la sensualité d'un homme au nombre de ses bâtards.

Ainsi le Créateur a été mis en échec, son calcul a été déjoué, et de même celui de Malthus qui avait

établi l'équilibre de la société sur la résistance de l'adversaire qu'il combattait, ne pensant pas être si bien écouté qu'on mît ses prescriptions au-dessus de toutes les autres.

C'est donc en elle seule que la nouvelle religion doit chercher ce principe d'équilibre. Or elle ne tend pas à diminuer le chiffre de population, mais plutôt à modifier la nature des obstacles qui depuis le commencement du monde en ont retenu l'accroissement. C'est même en examinant les premières hypothèses socialistes de Condorcet et Godwin que le Maître a pu se demander comment la société pourrait subsister dans un état où les calamités publiques n'en contiendraient plus l'expansion. Cette crainte fondamentale est exprimée par Rossi :

« Plus on perfectionnera l'état social et plus l'excès de population est à craindre, à moins qu'on ne renverse l'assertion de Malthus ».

Mais si on substitue la prévention à la repression il doit en résulter logiquement une décroissance de cette dernière. Jouissant d'une aisance générale, l'homme, dans la mesure où il limite son ardeur reproductrice, a pris un plus grand soin d'une existence qu'il transmet plus rarement. Si donc il a diminué le nombre de ses enfants, il a par contre-partie prolongé la durée moyenne de la vie et abaissé le taux de la mortalité. Enfin, des nations moins favorisées sont venues des immigrants qui, n'ayant rien à perdre et tout à gagner, se sont assimilés facilement à la population nationale, comblant le déficit de la natalité. Et comme cet apport d'hommes adultes, attirés par l'appât d'un gain supérieur, a été forcément conditionné par la situation éco-

nomique, on peut dire que la population s'est toujours maintenue à un niveau assez élevé et quelque peu au-dessous des possibilités. L'équilibre désirable, avec une marge de prévoyance, a donc été parfaitement réalisé.

CHAPITRE II

LA NOTION D'AGE MOYEN

Le trait dominant du citoyen vertueux est donc de donner le pas au travail sur l'amour; sa préoccupation, de produire plus de richesses que d'enfants; son but, de s'élever vers un état supérieur. Augmenter le nombre des bras par rapport au nombre des bouches, tel est l'idéal de la société Malthusienne, proposition parfaitement raisonnable puisque de la naissance à la mort aucune bouche n'est inactive tandis que beaucoup de bras peuvent être comptés pour zéro. Même en supposant que personne ne demeure oisif, résultat auquel tendent infailliblement nos institutions, il n'en reste pas moins que l'homme, qui de sa nature consomme toute sa vie, ne peut produire avant d'être adolescent ni après avoir atteint la vieillesse.

Si donc nous voulons éviter d'avoir des bouches inutiles à notre charge, nous devons nous débarrasser des vieillards, en les massacrant comme certaines peuplades barbares ou en les réduisant à l'indigence comme font des sociétés plus avancées, et diminuer le nombre de nos enfants par des moyens analogues, plus ou moins directs suivant notre degré de civilisation. L'intérêt

commun exige que chaque famille, chaque village, chaque pays soit composé en majorité d'individus dans la force de l'âge, susceptibles d'assurer eux-mêmes leur subsistance. Lorsqu'un peuple passera de l'imprévoyance originelle à un état plus sage nous assisterons donc à une diminution du nombre des enfants par rapport aux adultes. L'indice en sera l'augmentation de l'âge moyen.

Nous pouvons constater un phénomène de ce genre aux Etats-Unis, peuple qui cesse d'être jeune, ne distribue plus ses terres sans compter, doit épargner ses ressources naturelles, et, dans un regroupement ethnique et religieux, s'efforce de devenir une nation sage. En même temps que les derniers recensements nous montrent une diminution de l'immigration, ils nous indiquent une décroissance de la natalité et une augmentation correspondante de l'âge moyen du citoyen américain.

Cette évolution est accomplie depuis plus longtemps en Europe et particulièrement en France. Le seul aspect de notre peuple, tel qu'on peut le voir dans les rues de nos villes et mieux encore à la campagne, nous montre qu'il comprend beaucoup plus de vieillards et d'hommes d'âge mûr que le peuple Polonais ou Italien. Nos statistiques nous indiquent également que notre mortalité reste considérable auprès des autres pays d'Europe, en dépit des avantages de notre climat et du bien-être largement répandu. Si favorables en effet que soient ces circonstances, nous ne pouvons empêcher qu'une grande partie de notre population ne soit près du cimetière, et ceci dans une proportion plus forte que les nations acquises de fraîche date à la morale Malthusienne.

De fait, ces pays, surtout depuis la guerre, ont vu décroître leur natalité d'une manière très sensible, au point de passer parfois au dessous de la nôtre, et comme aucun inconvénient n'en a encore été perçu, on n'y constate pas de réaction comme chez nous. En Allemagne et en Italie seulement on paraît s'être inquiété pour des raisons d'ordre politique, tandis que l'Angleterre et les pays Scandinaves semblent assister sans déplaisir aux progrès d'un système dont, même en Pologne, certains dirigeants souhaitent l'introduction. On retrouve une semblable tendance dans le nouveau régime Espagnol.

Or, dans cette voie, les nouveaux adeptes progressent bien plus vite que nous n'avons fait. Quand chez ces peuples le taux de la natalité descend au niveau du nôtre c'est que les individus en âge de procréer y sont moins féconds que chez nous puisqu'ils y sont plus nombreux par rapport à l'ensemble de la population. Mais par cette même raison nous conservons aussi sur tous ces peuples une avance considérable parce que nous sommes engagés depuis plusieurs générations dans cette attitude.

La composition de notre race a donc été profondément modifiée : les reproducteurs sont sans doute chez nos voisins très négligents de leur fonction, mais au moins ils existent en nombre suffisant pour que, les conditions morales ou économiques étant changées, un redressement rapide soit possible. En outre, s'ils ne procréent pas, ils ont encore de nombreuses années à vivre et travailler. Tandis que chez nous les efforts de notre minorité active, si une réaction venait à se produire, resteraient longtemps sans résultat appréciable

du fait de l'énorme proportion de nos vieillards. Et en effet, quand, par suite de l'extension du Malthusianisme, notre natalité se retrouve au même taux que celle de nos voisins, notre mortalité s'élève et maintient notre peuplement dans un état inférieur.

Il est bien évident que le nombre absolu des hommes ne saurait indiquer le degré de vigueur d'une nation. En effet, l'état de celle-ci dépend des individus qui la composent : un million de vieillard ou d'enfants ne produiront pas comme cent mille adultes, autrement dit, un peuple dont l'âge moyen serait de vingt ou de soixante ans ne pourrait être comparé à celui de quarante, n'occuperait pas la même surface de terre, ne présenterait pas le même rapport vital entre la production et la consommation.

Avant d'envisager cette question au point de vue national, nous partirons de l'individu, chez qui nous trouvons la première notion de ce rapport, en observant aux différentes époques de sa vie comment se présente la balance économique. En mettant d'un côté la valeur de ses produits et services et de l'autre, sous le nom de consommation, les sommes dépensées pour son éducation ou perçues à titre de salaire, pension ou retraite, nous pouvons admettre que jusqu'à l'âge de treize ans l'enfant est pour tous ses besoins à la charge de ses parents. Depuis sa naissance sa consommation n'a fait que suivre une courbe ascendante. A ce moment la production se déclanche tout d'un coup, toutefois, pendant plusieurs années, l'adolescent sera plus ou moins en apprentissage, les services qu'il fournira

n'atteindront pas encore la valeur de ceux qu'il recevra. Mais, lorsqu'il sera en pleine possession de son métier c'est le phénomène inverse qui se produira, la société récupérant en quelque sorte les avances qu'elle a faites. Cependant les deux courbes continuent à monter, plus lentement toutefois en ce qui concerne la production qui sera bientôt rejointe, puis dépassée, enfin tombera définitivement à l'âge de la retraite.

La balance production-consommation est donc déficitaire au début et à la fin de la vie, équilibrée et même en excédent au milieu. Cette loi est générale et évidente, on la retrouve chez tous les animaux, mais elle se présente d'une façon bien plus remarquable chez l'homme dont l'éducation est plus longue et dont la vie peut être prolongée longtemps après la perte de la vigueur. Enfin elle prend une importance exceptionnelle dans la société Malthusienne. Là en effet, nous ne pouvons plus prendre l'exemple précédent de l'enfant du peuple qui commence à produire vers l'âge de treize ans : ce cas tend à devenir de plus en plus rare. Les lois de la capillarité sociale incitent l'homme à atteindre un état supérieur, à soigner davantage son instruction, plus tard sa production, enfin à s'assurer des ressources plus abondantes pour sa retraite. De sorte que pour cet homme évolué nous allons retrouver très exagérés les phénomènes que nous venons d'observer. Sa jeunesse improductive et remplie par une éducation coûteuse se prolongera jusqu'à vingt ou vingt-cinq ans. Son apprentissage sera assez long, il arrivera même qu'à cette époque son salaire dépassera la valeur de sa production. Mais ensuite, et pendant plusieurs années, il y aura excédent très net des services rendus et des

richesses créées par rapport au traitement perçu et consommé. Enfin, arrivé à une haute situation, largement indemnisé de son travail, l'homme approchera de la retraite et redeviendra un gros consommateur et un faible producteur.

La notion d'âge moyen doit donc être complétée par l'étude du milieu social. Non seulement nos qualités subissent au cours de notre vie des variations, mais ces dernières sont encore conditionnées par d'autres facteurs. L'enfant, l'adulte et le vieillard sont trois êtres différents au point de vue économique ; l'enfance, la majorité, la vieillesse ne correspondent pas au même nombre d'années d'un groupement à un autre.

Enfin, s'il est une forme de société où les écarts provoqués par ces changements d'époque se présentent chez l'individu avec une ampleur exceptionnelle, c'est précisément celle dont les institutions et les mœurs tendent à accélérer dans un sens parallèle à l'écoulement vital de chacun l'évolution de l'ensemble.

CHAPITRE III

CONSEQUENCES DE L'ACCROISSEMENT DE L'ÂGE MOYEN

Nous avons vu comment la prospérité de la société Malthusienne résulte de celle des individus qui la composent. La situation économique de ceux-ci est fonction de leur âge, qui donne la mesure de leur production par rapport à leur consommation. En transposant donc sur un plan général ce que nous avons dit de l'homme pris en particulier, nous pouvons parler désormais de l'âge d'une société, entendu non point au sens historique, mais comme notion biologique. Nous inscrirons d'abord l'âge de chaque citoyen, expression de sa force et de son activité ; puis nous ferons une moyenne qui nous indiquera la vitalité de l'ensemble. Enfin, en comparant les recensements successifs, nous déterminerons l'évolution de la cité. Si l'âge moyen est stationnaire c'est qu'elle se reproduit exactement, s'il augmente c'est que le nombre de ses enfants diminue par rapport aux adultes et nous dirons qu'elle vieillit, dans le cas inverse qu'elle rajeunit. Ainsi pouvons-nous lui appliquer les observations que nous avons faites pour l'individu.

En prenant comme exemple un peuple très jeune, où, par suite des excédents de la natalité, le nombre des enfants soit considérable, nous n'y verrons qu'une faible partie de la population se consacrer à la recherche des subsistances : chaque travailleur devra faire vivre plu-

sieurs personnes sur son salaire, sa femme ne pourra distraire des soins du ménage aucune parcelle de son activité. Ce peuple est sous-producteur, ou, plus exactement, sous-profiteur.

Ainsi en est-il de deux ouvriers à qui une besogne identique procure le même gain : celui qui est chargé de famille tire de son travail moins de profit que le célibataire, ce dernier y trouvant toujours un supplément de subsistance, de luxe, ou d'épargne sur son camarade. De quelque manière qu'on chiffre l'activité des hommes, le total doit être divisé par le nombre des individus du groupe pour obtenir la moyenne de l'ensemble, et celle-ci sera toujours abaissée du fait des improductifs. En dehors de toute autre considération l'activité agricole, industrielle ou commerciale est moindre par tête d'habitant en Pologne qu'en France parce que le Polonais moyen est beaucoup plus jeune que le Français moyen.

Mais si au recensement suivant nous constatons que le peuple est devenu plus vieux, c'est que le nombre des enfants a diminué en égard à celui des adultes. Ces derniers auront à leur charge moins de bouches à nourrir, moins de soins à donner : ils pourront donc gagner plus. De sorte que, pour un peuple jeune, un certain accroissement de l'âge moyen sera une source de prospérité ; cette proposition est vérifiée par l'expérience de la plupart des pays civilisés. C'est alors aussi que les crises de surproduction deviennent à craindre. Les improductifs des périodes précédentes assuraient toujours aux produits un débouché limité seulement par leur pouvoir d'achat.

Désormais les consommateurs tendront à devenir

presque tous des travailleurs; ils se feront concurrence, ce qui diminuera leur bénéfice par article et les incitera à produire davantage, si bien qu'ils finiront par ne plus pouvoir écouler leurs stocks et connaître la mévente. Par le jeu du crédit et de l'organisation économique ces crises trouveront sans doute leur solution, mais elles tendront à reparaître à intervalles réguliers.

Enfin, par suite de la diminution constante de la natalité, les adultes, après avoir supplanté les jeunes gens, le seront à leur tour par les vieillards, ou plus exactement, les mêmes citoyens seront devenus vieux et n'auront pas laissé de fils assez nombreux pour les remplacer. Or la vieillesse comme l'enfance est une période de sous-production, les vieux comme les jeunes sont une charge pour leurs semblables et connaissent la misère et la disette lorsqu'ils sont privés d'appui.

Toutes les enquêtes faites sur la population en France, en particulier celle de M. Ludovic Naudeau, nous montrent ce phénomène propre aux peuples vieux, cette ultime décadence d'une civilisation. Tel ce village de Quercy dont les cultures sont abandonnées, les vignobles envahis par les ronces, où les habitants, trop âgés pour faire valoir leurs terres et incapables de payer de la main-d'œuvre, vivent chichement et brûlent dans leurs cheminées les poutres de leurs maisons en ruines. Sur le même espace ces nouveaux barbares vivent quatre fois moins nombreux et beaucoup moins à l'aise que leurs pères.

Ce fait vient renforcer l'idée que nous avons retenue de l'œuvre de Proudhon, de la difficulté de déterminer combien d'hommes peut porter un territoire et de l'in-

certitude de la notion de surpeuplement. Nous sommes trop souvent tentés d'imputer à l'excès de population la misère, qu'elle se présente sous la forme de disette ou de mévente et chômage. Au cours de l'histoire le nombre d'habitants de chaque pays a subi de telles variations que les vicissitudes des conditions de vie et du bien-être ont été peu de chose auprès. Même l'Espagne, à qui l'on semble reconnaître le droit et le devoir de pratiquer pour sa natalité une politique toute différente de la nôtre, eût au Moyen Age dix millions d'habitants de plus qu'aujourd'hui. Et si nous passons en Afrique, nous trouvons dans ce continent dépeuplé les plus curieux phénomènes ethnographiques. La grande Kabylie, arriérée dans une économie primitive, nous présente une des peuplements les plus denses du monde méditerranéen et pour retrouver quelque chose d'analogue, il faut chercher au milieu de la brousse déserte quelques régions isolées, montagneuses, que rien ne semble prédestiner à ce rôle, tels le Fouta Djalon, le Rouanda-Ououndi, certaines collines du Togo ou de la Nigeria, quelques forêts du Congo Belge qui détiennent le record de la densité kilométrique. Qu'on en donne des raisons historiques, ces pays ayant servi de refuges contre les enhavisseurs et les trafiquants d'esclaves, il n'en reste pas moins que des sauvages peuvent, contre toute logique, y vivre sur un espace plus restreint que beaucoup de civilisés.

Avant d'établir la densité rationnelle d'une nation, ne vaudrait-il pas mieux, en présence de la disette, rechercher si l'âge moyen du peuple n'est pas trop faible ou trop élevé, et en cas de surproduction, si la proportion des adultes n'est pas trop grande ? Toutes les

fois que nous pourrions vérifier cette proposition nous saurions la marche à suivre.

On ne peut cependant pas avoir toute confiance dans une politique de population dirigée. En effet, s'il est relativement aisé de faire vieillir un peuple trop jeune en limitant les naissances, comment obtenir des vieillards assez d'enfants pour n'avoir pas recours à l'immigration ? Quant aux adultes souffrant de la mévente de leurs produits, il semble qu'on ait pour eux l'embaras du choix, les vieillir ou les rajeunir. Or cette dernière solution serait la plus sage au point de vue national, mais l'individu poussé par son intérêt plus ou moins bien compris et par un sentiment général de défiance, est amené à faire le calcul inverse. Aussi serait-il préférable de ne point agiter ces questions aux périodes de crises et d'essayer de combattre celles-ci sur d'autres terrains de peur que les citoyens ne choisissent la solution la plus imprudente. C'est donc une besogne périlleuse que de diriger l'évolution d'un peuple progressiste. Les difficultés de la jeunesse semblent imposer une augmentation de l'âge moyen, celles de la maturité, qui devraient nous inciter à revenir sur nos pas, aboutiront au contraire neuf fois sur dix à nous faire suivre la pente naturelle, et celles de la vieillesse nous avertiront trop tard pour que nous puissions encore nous rétablir sans l'aide d'autrui.

Ainsi, lorsqu'une nation jeune, poussée par les tendances Malthusiennes de capillarité accroît sa production aux dépens de sa reproduction, nous pouvons dire qu'elle ne se reproduit plus, puisqu'elle n'est plus identique à elle-même à chaque nouvelle génération. Sans doute, au début, en résultera-t-il un surcroît de

bien-être et de culture, mais, semblable aux individus qui la composent, elle ne progressera que pour se rapprocher de la vieillesse et de la décadence.

CHAPITRE IV

LA LOI D'AGGRAVATION DU TRAVAIL

Nos dernières conclusions appellent ici une critique : il est facile d'imaginer, nous dira-t-on, qu'en poussant à bout la doctrine Malthusienne et en supposant une diminution de la natalité qui tende vers l'infini, vous arriviez à un résultat catastrophique. Cette possibilité avait été du reste envisagée par l'auteur de l'Essai et il n'était pas dans son esprit de donner à son système un prolongement illimité. Or la société a sur l'individu cet avantage de pouvoir accélérer ou retarder son évolution vitale, voire de revenir en arrière. Une grande population a toujours été l'idéal de Malthus ; le fait exprimé par l'augmentation de l'âge moyen n'a pas du lui échapper : il croyait que l'homme vertueux et prévoyant pouvait acquérir les moyens matériels suffisants pour faire naître de quoi reproduire dans la même vigueur la société. S'il voyait dans celle-ci un trop grand nombre d'enfants, il cherchait à lui faire atteindre par la restriction un âge moyen plus élevé, par exemple quarante ans au lieu de vingt ; il ne lui venait pas à l'idée qu'elle pût gagner soixante, mais au contraire qu'elle se stabilisât à l'âge mûr, résultat obtenu automatiquement par l'augmentation du bien-être per-

mettant un accroissement proportionnel des naissances.

Si l'expérience nous montre qu'il n'en est pas ainsi, il faut l'attribuer à l'égoïsme et à tous les vices qui l'accompagnent, il faut en rendre surtout responsables ceux qui, tournant la contrainte morale et pratiquant une restriction exempte de sacrifices, ont rendu la famille moins désirable.

L'homme n'aurait donc pas su ou pas voulu voir le moment où sa situation lui permettait de relâcher la contrainte, la société, après s'être sagement vieillie, n'aurait pas su se stabiliser. Pourtant si nous observons la société Malthusienne qui, partie de la jeunesse, a dépassé l'âge mûr, nous pouvons nous demander à quel moment cette stabilisation était possible, à quel moment les conditions économiques eussent permis le redressement qu'on nous a présenté comme devant se produire d'une manière automatique.

Nous devons limiter préventivement le nombre des improductifs que nous aurons à notre charge en le proportionnant à nos moyens : par là nous nous vieillissons. Revenons maintenant sur une autre conséquence du libéralisme Malthusien, conséquence non moins certaine que la précédente : en donnant le pas au travail sur l'amour, en nous acharnant sur notre labeur, en lui consacrant un temps plus long et un esprit plus attentif nous l'accroissons et nous l'aggravons.

L'élévation de l'âge moyen équivaut à un accroissement du nombre des vieillards, c'est-à-dire de la mortalité, et une diminution du nombre des reproducteurs. Quant à l'aggravation du travail, en élevant sans cesse le niveau de la vie, elle nous rend celle-ci toujours plus coûteuse. Tel est le sens qu'on doit donner à l'idée

de Proudhon de l'ascension progressive du travailleur : la valeur de celui-ci augmente, son temps devient plus précieux, la femme ne peut plus le gaspiller en maternités fréquentes, l'enfant a déjà coûté trop cher et représente trop de richesses en puissance pour que son éducation soit laissée au hasard. Bref, le prix de l'homme augmente à chaque progrès qu'il fait : l'occasion d'un redressement démographique ne se présente donc jamais, le mécanisme de la population automatiquement dirigée ne joue pas.

De même que l'enfant est à la charge de ses aînés et le vieillard à la charge de ses cadets, les peuples trop jeunes ou trop vieux ne peuvent subsister que grâce à ceux qui ne pratiquent pas la même conduite. Où iraient les émigrants Italiens, Slaves ou Ibères si toutes les nations de l'Europe étaient aussi fécondes ? Même en Amérique les Canadiens-Français qui obéissent sans réserve au « croissez et multipliez » du catholicisme voient leur confiance justifiée et leur pain assuré par les places que leur abandonnent les Anglo-Saxons Malthusiens. Il en est de ce problème comme de beaucoup d'autres : si toute l'humanité avait une attitude unanime, soit en bien soit en mal, il est probable qu'elle sombrerait dans l'injustice ou s'épanouirait dans la sainteté ; elle se perpétue par la diversité.

Nous venons de voir qu'à un travail aggravé correspond une culture supérieure et des besoins plus grands ; de sorte que chez un peuple ainsi évolué, l'ouvrier, tout en recevant un salaire plus considérable, ne pourra assurer à une nombreuse famille une existence conforme aux mœurs du pays. Dans la nation voisine, plus jeune, le niveau de vie moins élevé ne pourra pas davantage

être assuré aux plus prolifiques, le salaire de ceux-ci n'étant jamais proportionné à leurs besoins. Mais, en venant s'installer dans un pays plus avancé, ils pourront vendre leur travail aussi cher que leurs hôtes, ce qui leur permettra, tant qu'ils n'auront pas abandonné leurs mœurs primitives, d'élever plus d'enfants. C'est un fait constant chez nous que la natalité soit plus élevée dans le prolétariat étranger, mais qu'elle baisse à partir de la seconde génération qui adopte le plus souvent notre genre de vie.

Proudhon avait signalé comme une conséquence du progrès économique l'allongement de la journée de travail qui, à son époque, était généralement de douze heures et il se demandait si la limite des forces humaines ne serait pas bientôt atteinte. Or l'homme a encore trouvé le moyen d'accroître son activité sans en souffrir en apparence et même en augmentant son bien-être, donc selon un processus très analogue à celui qu'envisageait Proudhon ; et nous pouvons reconnaître aujourd'hui la même loi d'aggravation sous d'autres aspects.

Non seulement l'ouvrier est soumis à un travail plus intense et plus absorbant en raison même de sa moindre durée, mais en outre, s'il ne fournit plus que huit heures, son ménage en fournit seize. Le travail à la chaîne étant au moins l'équivalent de la longue journée d'autrefois, les huit heures supplémentaires de la femme nous donnent à peu près la mesure de l'aggravation.

La conséquence est facile à dégager : si l'antagonisme

du travail et de l'amour ne rend pas compte pour l'homme de la natalité décroissante, il n'en est pas de même chez la femme dont la fonction maternelle ne peut coexister avec la fonction productrice. Partout où le gain de la femme est un appoint au budget du ménage, il en devient bientôt un élément indispensable. L'enfant dont l'éducation était déjà de plus en plus longue et dispendieuse coûte maintenant bien avant de naître et, à mesure que ses parents s'élèvent par le travail, prolonge par les deux extrémités la période de sacrifices qu'il leur impose.

Au cours de son enquête M. Ludovic Naudeau reçoit souvent cette explication de la part des agriculteurs Malthusiens qu'ils ne peuvent avoir d'enfants parce que le travail de leurs femmes est indispensable à la bonne tenue de leurs terres. Cela est particulièrement vrai pour les maraîchers du Vaucluse qui obtiennent de la culture des primeurs un rendement considérable à l'hectare et, par suite de la variété de leurs plantations et de la nécessité de produire avant et mieux que les concurrents, s'astreignent à un labeur soutenu pendant toute l'année, en retirant d'ailleurs un remarquable bien-être. Chez ce peuple travailleur et ignorant de la misère toute maladie, tout arrêt se traduit par une perte dont il est facile de faire le compte et cette connaissance très exacte que chacun peut avoir du coût de ses enfants, fonction de la valeur de son travail, est pour lui un motif très sage et impérieux de limiter sa progéniture.

Dans l'ensemble du pays ce sont les groupes sociaux où les femmes ne peuvent trouver à s'employer, parce que les industries de la région ne sont susceptibles

de s'adresser qu'au travail masculin, qui présentent le taux de natalité le plus élevé. Il en est ainsi chez les pêcheurs Boulonnais et Bretons, les mineurs et les ouvriers métallurgiques du Nord ou de Lorraine.

L'agriculture nous présente des phénomènes plus complexes. La femme y travaille toujours, son rôle économique y est important et le mouvement de la population s'y présente, d'une contrée à l'autre, sous des aspects contradictoires. M. Naudeau fait remarquer entre autres que les fermières flamandes, non moins laborieuses et riches que celles du Vaucluse, sont beaucoup plus fécondes et, tout aussi âpres au gain que les Méridionales, semblent supporter plus aisément le coût d'une naissance.

Loin de porter atteinte à la loi générale, ce fait n'en serait-il pas une nouvelle justification ? Les paysans de Flandre jouissent d'une prospérité ancienne, le riche produit qu'ils tirent d'une culture intensive est, toutes choses égales d'ailleurs, le même qu'autrefois, les modalités du travail n'y ont pas varié : il n'y a pas eu progrès, donc pas d'aggravation. Au contraire les plaines irriguées du Comtat se sont enrichies depuis moins d'un siècle, et si la maîtresse de maison du Nord vit à peu près comme son arrière grand-mère il n'en est pas de même de la bergère provençale devenue maraîchère. Chez celle-ci il y a progrès c'est-à-dire surcroît de valeur et de travail, donc diminution obligatoire de la fécondité.

Tous ces faits nous obligent à conclure à la liaison constante entre les variations économiques et démographiques. Sans doute ne faut-il pas négliger d'autres facteurs, moraux ou religieux ; mais il nous semble qu'on

leur a donné trop d'importance relative. Il est peut-être plus facile de prêcher contre l'immoralité que de s'attaquer à un grave problème économique, mais aussi cette méthode reposante ne peut donner un résultat satisfaisant parce qu'elle ne s'en prend qu'à une des têtes de l'hydre : le néo-Malthusianisme détruit, le Malthusianisme demeure, c'est-à-dire la contrainte morale que pratiquent entre autres les riches et pieux agriculteurs du pays de Léon en Bretagne dont la prospérité, comparable à celle des Vauclusiens, aboutit, par des voies peut-être différentes, à un résultat analogue.

Ces réactions identiques de populations si diverses nous permettent de répondre à l'objection posée au début de ce chapitre : si le mouvement de dénatalité une fois déclanché semble devoir s'accélérer d'une manière continue, l'individu ne doit pas en être tenu pour responsable, il ne fait qu'accepter une restriction imposée par les circonstances économiques.

Le calcul qui lui a été conseillé au début n'a pas besoin de devenir plus égoïste à chaque nouveau progrès, il suffit de le faire toujours avec le même esprit pour que l'accélération fatale se produise. S'il est évident que le récent développement du travail féminin est une cause très grave de diminution des naissances, il n'est pas moins exact que les femmes ne travaillent pas pour satisfaire un désir contraire à leur fonction naturelle, mais par nécessité. Si les Françaises sont aujourd'hui moins fécondes qu'autrefois, aucune raison d'ordre moral ne peut en rendre compte, tandis que la situation économique les oblige à être plus laborieuses.

CONCLUSION

Il est difficile de prendre parti sur la valeur universelle de la loi de Malthus. Dans les deux économies que nous connaissons, celle des barbares et celle des producteurs modernes, nous voyons le principe de population se vérifier directement dans la première et se justifier par un détour en quelque sorte artificiel dans la seconde, du fait du nouvel aspect qu'y prennent les moyens d'existence, déterminés non plus par la production même des vivres, mais par l'échange des marchandises et des services.

Toutefois, les chiffres assignés par Malthus aux deux progressions ne peuvent avoir que la valeur d'un symbole et non d'une réalité. De plus, nous constatons que les sanctions que semble comporter cette loi anticipent sur les infractions qu'on y fait. La misère par suite de disette atteint le sauvage avant l'épuisement réel des ressources de la nature, la crise de surproduction, par le mécanisme du crédit et des facteurs psychologiques, frappe les peuples civilisés avant que les marchés soient réellement saturés.

Il subsiste donc un doute sur l'exactitude absolue du principe de population. En fait, rien ne nous permet de proclamer avec l'assurance inspirée de Malthus une loi dont nous n'avons pu dégager aucune manifestation générale ni exclusive. N'y reconnaissant plus la volonté de Dieu, nous n'avons plus le droit de penser que cer-

tains d'entre nous soient de trop sur la terre et qu'il soit conforme à l'intérêt public de leur refuser les subsistances qu'ils ne peuvent acquérir d'eux-mêmes. Aucun acte de foi ne s'impose à nous pour justifier une méfiance systématique envers les procédés par lesquels on cherche à améliorer le sort de l'humanité sans limiter son expansion.

Quoi qu'il en soit cette religion Malthusienne a donné de bons résultats quant au progrès du monde, cette croyance, quelle que soit sa part de vérité, fut salutaire et les habitants des pays les plus civilisés lui sont redevables en grande partie de leur bien-être. Est Malthusien, avons-nous dit, quiconque s'abstient de procréer pour des motifs d'ordre économique. Or ces motifs, dans la société moderne, sont très exacts ; le sentiment en est donc très sage.

Mais si le Malthusianisme nous apparaît comme une défense raisonnable de l'individu contre sa tendance fatale d'expansion au delà de ses ressources, nous avons vu aussi que sa pratique s'accompagne d'autres lois aussi rigoureuses, d'autres progressions non moins fatales.

De ces progressions, la première est celle par laquelle cette doctrine prend possession des hommes, en s'imposant d'abord aux plus riches pour finir aux plus pauvres, tandis que la morale qu'elle propage procède en sens exactement inverse, se montrant plus exigeante pour les derniers. Il en résulte d'abord une injustice sociale, ensuite un puissant stimulant de progrès. Or ce dernier, lorsqu'il est acquis par la restriction des naissances, correspond toujours à un relèvement de

l'âge moyen des individus, c'est-à-dire à un déficit de la natalité qui, une fois provoqué, n'aura qu'à se maintenir pour assurer au pays une évolution continue vers la vieillesse. En outre, ce progrès, seule issue de l'injustice sociale, ne se poursuit que par l'aggravation du travail qui nous force à ajuster chaque jour plus strictement notre expansion vitale à nos ressources, si bien que tous les gains obtenus m'aboutissent qu'à nous rendre cette morale plus facile à observer et plus nécessaire à pratiquer. Et cela jusqu'au moment où notre évolution nous aura mené à un âge moyen si avancé que notre activité y fera place à la décrépitude.

Si donc les citoyens ont raison de pratiquer le Malthusianisme, l'Etat a tort de laisser se développer indéfiniment cette tendance qui n'a pas besoin d'une impulsion supplémentaire, mais seulement de l'absence de réaction, pour aboutir à un résultat contraire à l'intérêt national, étant animée, pourrait-on dire, d'une accélération automatique.

Mais comme l'Etat n'a pas le droit, ni du reste le pouvoir, d'imposer aux citoyens une conduite folle et ruineuse, il ne peut s'attaquer qu'aux motifs mêmes qui déterminent la restriction des naissances, non point en les déclarant erronés, puisqu'ils sont justes, mais en faisant en sorte qu'ils deviennent faux.

L'individu n'a aucun intérêt à procréer beaucoup d'enfants et le nombre dont il se satisfait raisonnablement est inférieur aux besoins de la Nation : pourquoi celle-ci demande-t-elle un si grand nombre d'hommes ? Pour assurer sa perpétuité et son existence

en face des autres peuples, c'est-à-dire, dans un but de défense nationale entendue au sens le plus large.

Or les citoyens participent à cette défense par le service militaire et fiscal qui sont imposés, par le service reproducteur qui est libre. Et comme tous sont assujettis également aux deux premiers, ceux qui assurent le troisième se trouvent contraints de payer deux fois, l'Etat ne faisant pas un compte exact de leur contribution volontaire. Il y a donc lieu d'établir une équivalence entre ce service national et les autres. De plus, en vertu de ce principe qu'aucun gouvernement ne tolère qu'il soit porté atteinte à la dignité de ses défenseurs et qu'il n'est permis nulle part de manquer de respect au soldat ou au fonctionnaire, des organismes doivent être constitués pour protéger ceux qui assurent le renouvellement de la Nation contre les brimades plus ou moins conscientes ou flagrantes de leurs concitoyens et les déchéances de toutes sortes.

Il s'en faut de beaucoup qu'on agisse de la sorte, et nos casernes reçoivent encore des jeunes gens mariés et pères de famille qu'on ne songe même pas à dispenser du service militaire en compensation des futurs serviteurs qu'ils ont déjà donnés au pays. Du reste, cette idée personnelle, toutes les fois que nous l'avons soutenue, n'a rencontré que des contradicteurs, ce qui prouve combien des mesures de ce genre pourraient être appréciées par les intéressés et favorables au développement de la natalité. Mais on y voit aussi la persistance de la morale Malthusienne et le peu de valeur qu'on donne encore chez nous, derrière des opinions de façade, à la fonction reproductrice par rapport aux autres devoirs.

Pourtant le système qui considère les familles nombreuses du point de vue de la défense nationale, les faisant en quelque sorte émarger à ce budget, présenterait cet avantage de comporter son frein en lui-même. Quand la natalité se serait élevée au point d'assurer au pays une population abondante, les charges imposées par la défense seraient moindres pour chacun et de même les dégrèvements. Tandis qu'aujourd'hui les pères prolifiques sont de tous les producteurs les seuls qui ne bénéficient pas de la loi de l'offre et de la demande.

On nous dira aussi qu'on peut récompenser une famille nombreuse arrivée, mais non faire crédit à un jeune ménage dont on ne sait quels seront les services. Or c'est précisément le défaut du système actuel d'allocations et de primes que les individus doivent toujours faire crédit à la Nation, voire à la charité privée, ne pouvant compter sur des secours variables qui ne constituent pas un droit absolu ni permanent. Si nous ne sommes pas certains de ces soldats, c'est qu'eux mêmes ne sont pas certains de leur solde.

Considérant cette situation aléatoire et le triste exemple des indigents prolifiques, nous dirons même qu'en l'état actuel, l'individu a raison de se retrancher dans une attitude prudente et égoïste et de conformer sa conduite à la carence de l'Etat. Par là il obligera peut-être celui-ci à prendre les mesures nécessaires : rien n'est plus pernicieux pour les gouvernants que des sujets prêts à tous les sacrifices.

Vu et Permis d'Imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

VU:		VU:
<i>Le Président,</i>		<i>Le Doyen,</i>
William OUALID.		BERTHÉLEMY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES EN FRANÇAIS

BASTIAT. — Harmonies Economiques.

DUMAS (Léon). — Le Socialisme et le Principe de Population. Thèse de Doctorat, Paris 1908.

DUMONT (Arsène). — Dépopulation et Civilisation, Paris 1890.

Natalité et Démocratie. Paris 1898.

GIDE (Charles). — Principes d'Economie politique. Larose. Paris 1903.

LEROY-BEAULIEU. — La question de la population. Paris 1913.

LEVASSEUR. — La population Française. Histoire de la population avant 1789 et démographie de la France comparée à celle des autres nations au XIX^e siècle.

LORIA. — La Morphologie sociale. Giard et Brière. Paris 1905.

MALTHUS. — Essai sur le Principe de Population, publié par G. de Molinari-Guillaumin. Paris 1889.

NAUDEAU (Ludovic). — *La France se regarde*. Hachette. Paris 1931.

PROUDHON. — *Système des Contradictions économiques ou Philosophie de la Misère*, publié sous la direction de C. Bouglé et H. Moysset. Marcel Rivière. Paris 1923.

SONOLET. — *Principe de Population et Socialisme*. Thèse de Doctorat. Rennes 1907.

TURGEON. — *Le Féminisme Français*. Larose. Paris 1907.
Le Monisme économique.

II. — REVUES

BASTIAT. — *De la Population*. Journal des économistes. Paris 1846.

CAUDERLIER. — *Les lois de la population*. Revue Internationale de Sociologie. Paris. Février 1903.

GONNARD. — *Dépopulation et législateurs*. Revue d'Economie politique. Paris Octobre-Novembre 1902. Février 1903.

III. — OUVRAGES EN ANGLAIS

DUBLIN (Louis. I.). — *Population problems in the United States and Canada*. Boston et New-York Houghton Mifflin C° 1926.

LESCHOTIER (Don. D.). — Population and Agriculture.
cf. Population problems. 1926.

MAC IVER (R. M.). — Trend of population with respect
to a future equilibrium cf. Population problems.
1926.

PEARL (Raymond). — The biology of population growth.
Alfred. A. Knopk. New-York 1925.

WOLF (A. B.). — The optimum size of population. cf.
Population problems. 1926.

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE

LE PRINCIPE DE POPULATION ET LE MALTHUSIANISME

<i>Chapitre</i> I. — La loi d'accroissement naturel ..	7
<i>Chapitre</i> II. — Le Malthusianisme	19
<i>Chapitre</i> III. — La loi de progression du Malthusianisme	34

SECONDE PARTIE

LA LOI DE MALTHUS

ET LES NOTIONS DÉMOGRAPHIQUES MODERNES

<i>Chapitre</i> I. — Revision de la loi d'accroissement naturel — Proudhon	45
<i>Chapitre</i> II. — La loi morale de contrainte considérée comme loi naturelle de la population — La capillarité sociale	62
<i>Chapitre</i> III. — Les théories biologiques américaines	74

TROISIEME PARTIE

BIOLOGIE D'UN PEUPLE MALTHUSIEN

<i>Chapitre</i> I. — Conditions du travail et production	87
<i>Chapitre</i> II. — La notion d'âge moyen	97
<i>Chapitre</i> III. — Conséquences de l'accroissement de l'âge moyen	103
<i>Chapitre</i> IV. — La loi d'aggravation du travail ..	108

CONCLUSION

